

## Les lois de la gravitation en Asie

« *Un grand pays comme le nôtre mérite de grandes ambitions.* »<sup>1</sup>

Xi Jinping ne s'en cache plus : la Chine est une puissance majeure qui veut offrir une alternative à l'hégémon américain et n'hésite plus à s'afficher comme un leader mondial. En quarante années d'efforts, l'empire du Milieu est devenu la deuxième économie de la planète (en PIB nominal), le deuxième investisseur à l'étranger, le premier exportateur, le premier détenteur de réserves de change, le premier producteur d'acier, de charbon et de ciment... En 2015, pour la première fois, le PIB par habitant du pays a dépassé celui d'un membre de l'Union européenne, en l'occurrence la Bulgarie. Et 2020 marque peut-être encore un tournant : en choisissant la stratégie de la coopération internationale<sup>2</sup>, la Chine a assumé son rôle de grande puissance lors de la crise du Covid-19 qui a sans doute donné à voir une mutation qui sourdait depuis plusieurs années, dans un système international instable où la domination occidentale est de plus en plus remise en question. Au reste, des institutions mondiales appellent la Chine à prendre ses responsabilités : en 2018, le numéro 2 du FMI, David Lipton, expliquait que le défi pour la Chine n'[était] pas seulement de générer sa propre croissance, mais aussi d'agir de sorte que ses politiques profitent à l'ensemble de l'économie mondiale».

Dans le sillage de cette Chine, qui n'est plus à proprement parler émergente, c'est tout le continent asiatique qui est entraîné sur la voie du développement et de la prospérité. Le centre de gravité économique de la planète s'est indubitablement déplacé vers l'Est, mais cette translation de l'Atlantique vers le Pacifique s'est accompagnée d'une recomposition des rapports de force et d'une redéfinition des enjeux géopolitiques. Car c'est dans son environnement régional que la Chine, véritable locomotive de la croissance aujourd'hui, cherche à d'abord à exercer son influence sinon sa puissance. Au centre de ce jeu de go, les Chinois n'ont pas fait leur deuil du Tianxia des temps anciens, lorsqu'ils voyaient dans leur empereur (*wan*) un personnage à mi-chemin entre l'humain et le divin qui régnait sur « Tout ce qui est sous le Ciel » (*Tianxia*). Et dans cette cosmogonie politique, la Chine formait la partie

---

<sup>1</sup> [https://www.lemonde.fr/international/article/2018/12/18/reformes-en-chine-xi-jinping-se-veut-inebranlable\\_5399283\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2018/12/18/reformes-en-chine-xi-jinping-se-veut-inebranlable_5399283_3210.html)

<sup>2</sup> Propos de Jean-Pierre Raffarin dans un entretien accordé à Xinhua. [http://french.xinhuanet.com/2020-03/28/c\\_138926219.htm](http://french.xinhuanet.com/2020-03/28/c_138926219.htm)

centrale et civilisée qui entretenait des relations tributaires avec ses périphéries<sup>3</sup>. L'entrée brutale dans l'ordre westphalien imposée par les Européens à partir des traités inégaux au XIXe siècle, cette rencontre tragique avec l'Occident, a contraint la Chine à abandonner sa grande ambition en la ravalant au rang d'un simple Etat parmi tous les autres. Mais elle reste tout de même l'héritière d'une civilisation ancestrale et veut rester au fond d'elle-même ce grand pays qui gouverne « Tout ce qui est sous le Ciel »... Dans les années 1990, la pensée traditionnelle du Tianxia a resurgi comme alternative à la mondialisation à l'« américaine ». Des intellectuels tels l'économiste Sheng Hong ou encore le politologue Zhao Tingyang<sup>4</sup> ont ainsi critiqué la « globalization » qui ne serait qu'une compétition entre Etats-nations et n'engendrerait en aucune façon une société mondiale. Ce qui émergerait, selon eux, ce n'est qu'un nouvel empire, incarné par les Etats-Unis. Ils appellent alors de leurs vœux un cadre de gouvernance mondiale, une « gouvernance sans exclus ». C'est une version idéalisée de l'empire chinois qui pourrait produire des normes pertinentes pour l'humanité entière, non pour la dominer mais pour la mettre en ordre. Cette théorie de la résurgence du Tianxia, que l'on appelle le tianxiaïsme, pourrait d'abord s'exercer en Asie, mais il n'est pas bien sûr que tous les Etats adhèrent à ce grand dessein. Les pays de l'Indo-Pacifique balancent ainsi entre fascination et répulsion pour leur gigantesque voisin, face auquel il faut bien se « positionner ». C'est la combinaison de leurs réactions, parfois contradictoires, ambiguës ou confuses, souvent marquées par les volte-face et les pirouettes, qui définit les principes de la gravitation politique en Asie. C'est tout un système de forces centrifuges et centripètes qui s'instaure et se recompose, dans lequel s'invitent les Etats-Unis, une autre grande puissance asiatique...

Comment la Chine utilise-t-elle son environnement régional pour asseoir sa puissance et la démultiplier à l'échelle planétaire ? Faut-il craindre les rapports de force provoqués par cette ambition mondiale désormais assumée ?

Nous verrons que la Chine étend son influence par tous les moyens sur l'ensemble de l'aire indo-pacifique, contraignant ses voisins à choisir leur camp et mettant en danger l'hégémonie jusqu'alors incontestable des Etats-Unis, qui semblent envisager de plus en plus sérieusement de tragiques scénarii géopolitiques pour l'avenir.

---

<sup>3</sup> <https://www.franceculture.fr/emissions/le-journal-de-la-philo/quest-ce-que-le-concept-chinois-de-tianxia>

<sup>4</sup> Zhao Tingyang, *Tianxia, tout sous un même ciel*, Editions du Cerf, 2018.

## 1. La Chine aux mille doigts<sup>5</sup>

### 1.1. Une appropriation territoriale agressive qui peut apparaître comme l'expression d'un nouvel impérialisme chinois

La mer de Chine serait une mer chinoise: l'empire du Milieu a entrepris une véritable appropriation depuis longtemps de cette mer fermée, cette Méditerranée asiatique de 3000 km de long sur 1000 km de large, qui s'étend très au sud jusqu'aux rivages philippins.



Carte 1: la mer de Chine, une mer chinoise ? (conception : J. Vasquez)

Sur cet arc littoral vivent 600 millions de Chinois et 58% du PIB du pays y sont produits:

<sup>5</sup> Expression formulée dans le Monde Diplomatique, à partir d'une carte [https://www.monde-diplomatique.fr/cartes/l\\_atlas\\_mondes\\_emergents/a60184](https://www.monde-diplomatique.fr/cartes/l_atlas_mondes_emergents/a60184)

c'est suffisant pour que la Chine considère l'ensemble de cette mer comme sa propriété. Depuis 1947 (avant même l'arrivée au pouvoir de Mao), les Chinois revendiquent leur souveraineté sur ce vaste espace maritime, en forme de « langue de buffle », délimité par « neuf traits » – et même par un dixième qui inclut, depuis 2014, Taïwan<sup>6</sup>.



Carte 2: la langue de buffle en mer de Chine du sud (conception : J. Vasquez)

Les Chinois mettent en avant des arguments historiques, affirmant que ces îles sont dans leur giron depuis des centaines d'années comme en témoignent des vestiges, des artefacts archéologiques qu'ils émergent dans de douteuses conditions, à grand renfort de couverture médiatique, des profondeurs marines ! En 2012, le vice-ministre de la culture chinois, Li Xiaojie, alors qu'il examinait la cargaison d'une épave retrouvée au large des îles Paracels ne

<sup>6</sup> <https://www.diploweb.com/Mer-de-Chine-du-Sud-Code-de.html#nb3>

disait-il pas : " *L'archéologie marine est un exercice qui démontre la souveraineté nationale* " <sup>7</sup>... Ceci dit, les Vietnamiens usent à peu près des mêmes procédés pour tenter d'arriver aux mêmes fins !<sup>8</sup> Les Chinois ne se privent pas de rappeler aussi, dans des clips [vidéos](#) sous-titrés en anglais, qu'ils ont établi sur ces îles des infrastructures favorisant la navigation et le commerce pour le bien de tous les Etats riverains<sup>9</sup>. « *Harmony brings wealth* » clament-ils...

C'est que la mer de Chine est un enjeu de taille, un espace éminemment stratégique. D'abord, parce que 40% du commerce maritime de la planète transite sur ses eaux. Le nombre de tankers qui franchissent le détroit de Malacca est trois fois plus important que dans le canal de Suez, et cinq fois plus que dans celui de Panama ! Près de 70000 navires passent le détroit chaque année<sup>10</sup> et on comprend vite que la maîtrise de ces routes commerciales garantit la sécurité des approvisionnements chinois, tout en verrouillant éventuellement l'accès à des puissances ennemies. Ensuite, c'est une région très riche en ressources halieutiques et son sous-sol regorge d'hydrocarbures. Depuis toujours, les pays voisins se disputent ainsi le contrôle de ces îles, qui servent aussi d'abri contre les typhons et de postes militaires avancés. Les Chinois pensent avoir une souveraineté sur ces îles - souvent des hauts fonds, des récifs ou des atolls inhabités - qui leur confèreraient une ZEE très étendue. Et leur contrôle aurait aussi une portée politique, en exaltant la fibre patriotique et nationaliste du régime<sup>11</sup>.

Mais pour que ces cailloux posés dans l'océan génèrent une ZEE, il faut – selon les règles de la convention de Montego Bay – qu'ils ne soient pas recouverts à marée haute, qu'ils soient habités et qu'ils possèdent une activité économique propre. C'est pour cela que les différents gouvernements font construire des pistes d'atterrissage ou des casemates, espérant faire reconnaître un jour leur souveraineté. Dans ce contexte, la Chine a mis les bouchées doubles depuis quelques années, réalisant des travaux colossaux pour transformer de simples atolls en îles habitées (en créant des terre-pleins dans les Paracels et des îles artificielles dans les

---

<sup>7</sup> [https://www.sciencesetavenir.fr/archeo-paleo/l-archeologie-marine-la-nouvelle-arme-la-chine-pour-revendiquer-des-territoires-contestes\\_21577](https://www.sciencesetavenir.fr/archeo-paleo/l-archeologie-marine-la-nouvelle-arme-la-chine-pour-revendiquer-des-territoires-contestes_21577)

<sup>8</sup> Fr. Lasserre, « L'imbraglio juridique et militaire en mer de Chine du Sud », *L'Information géographique*, 2005, p. 78-90.

<sup>9</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=PH7sOSmyalQ&feature=youtu.be>

<sup>10</sup> <https://www.lajauneetlarouge.com/canaux-interoceaniques-et-grands-ports-le-role-de-laipcn/>

<sup>11</sup> [https://www.liberation.fr/planete/2016/07/12/dix-questions-pour-comprendre-le-conflit-en-mer-de-chine-meridionale\\_1465463](https://www.liberation.fr/planete/2016/07/12/dix-questions-pour-comprendre-le-conflit-en-mer-de-chine-meridionale_1465463)

Spratleys), une entreprise titanesque que l'amiral américain Harry Harris a pu qualifier de «*Grande Muraille de sable*»<sup>12</sup>.

Mais les pays riverains ne l'entendent pas ainsi et revendiquent aussi des droits sur ces archipels. C'est le cas pour les Paracels et les Spratleys sur lesquels la Malaisie, le Vietnam, Taiwan et les Philippines réclament aussi le droit d'exercer leur souveraineté. Et ces prétentions conduisent à de vives tensions dont certaines sont très anciennes, comme en 1974 lors de la sanglante bataille des Paracels qui a opposé le Sud-Vietnam et la République Populaire de Chine. En 2012 un grave incident a également eu lieu à propos du récif de Scarborough, entre les marines chinoise et philippine, si bien qu'une procédure d'arbitrage a été initiée par Manille contre la Chine en vertu des articles 287 et 296 de la Convention sur le Droit de la Mer. La cour arbitrale de La Haye a donné raison aux Philippines en 2016, mais la Chine n'a pas reconnu la légitimité de cette sentence et les tensions sont reparties de plus belle dans ce vaste espace maritime. Elles sont très nombreuses et il n'est pas question de toutes les détailler ici. Retenons qu'en avril 2020, la marine chinoise a coulé un bateau de pêche vietnamien qu'elle accusait de s'être trop rapproché d'un gisement de pétrole. Et quelques jours plus tard, des navires chinois se sont aussi approchés de forages exploratoires malaisiens, provoquant une réaction des forces étasuniennes. Des observateurs estiment même que la Chine a profité de l'épidémie de Covid-19 pour étendre ses périphéries. C'est ce qu'exprime Peter Jennings qui dirige l'Institut australien de politique stratégique : « *l'objectif des Chinois consiste en une stratégie délibérée d'émerger de la crise avec un coup d'avance sur ses rivaux . Tout cela est, en partie, un jeu de dupes, mais souligne aussi la volonté chinoise de tirer avantage de toutes les possibilités tactiques offertes par la prise de distance américaine [au plan stratégique] et l'affaiblissement régional. »*<sup>13</sup>

Plus au nord, en mer de Chine orientale, les litiges opposent la Chine et le Japon au sujet des îles Senkaku/Diaoyu, sur fond de rivalités beaucoup plus anciennes entre ces deux puissances<sup>14</sup>.

---

<sup>12</sup> <https://www.cpf.navy.mil/leaders/harry-harris/speeches/2015/03/ASPI-Australia.pdf>

<sup>13</sup> [https://www.lemonde.fr/international/article/2020/05/15/pekin-profite-de-la-pandemie-pour-renforcer-ses-positions-en-mer-de-chine-du-sud\\_6039742\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2020/05/15/pekin-profite-de-la-pandemie-pour-renforcer-ses-positions-en-mer-de-chine-du-sud_6039742_3210.html)

<sup>14</sup> Les blessures mémorielles liées à l'impérialisme japonais, depuis le début du XXe siècle jusqu'à la sphère de coprosperité de la Seconde Guerre mondiale, sont encore très vives en Chine.

Dans la région, la Chine continentale veut aussi exercer sa souveraineté sur Taïwan qu'elle n'a jamais reconnu comme un Etat indépendant. En 1949, l'île de Taïwan (anciennement appelée Formose), située à 150 km de la Chine continentale, a accueilli les nationalistes menés par Tchang Kai-chek qui venaient de perdre le combat qui les opposait aux communistes de Mao, après une guerre civile commencée en 1927. Depuis, chacune de ces deux Chine pense qu'elle est légitime, défendant à sa manière la thèse de la « Chine unique ». La République Populaire de Chine (RPC) soutient qu'elle a une souveraineté historique sur Taiwan, tandis que la République de Chine, nom officiel de Taïwan, considère qu'elle est la représentante légale de la république proclamée en 1912 et qu'elle incarne la démocratie. Au début de la Guerre froide, les Etats-Unis ont soutenu le régime installé à Taïwan, anticommuniste, à qui a alors été confié le siège permanent au conseil de sécurité de l'ONU. Puis le rapprochement voulu par Nixon et Kissinger avec la RPC, expression de la Realpolitik qui prévalait dans le cadre de la Détente, a changé la donne en 1971. La Chine continentale a alors récupéré le siège à l'ONU. Depuis 1979, les Etats-Unis ont officiellement normalisé leurs relations avec la RPC mais ils continuent à aider Taiwan économiquement et militairement (*Taiwan Relations Act*). Dans cet étrange contexte, le statut de Taiwan est très particulier, c'est un « non Etat reconnu », qui n'a pas le droit de proclamer son indépendance selon la loi anti-séparation proclamée par la RPC en 2005 et qui le menace de représailles si le cas se présentait (utilisation éventuelle de « moyens non pacifiques »). D'ailleurs, la RPC interdit à tout Etat qui voudrait établir des relations diplomatiques avec elle de reconnaître Taïwan. Et en même temps, l'hypocrisie est à son comble : tous les pays entretiennent des relations économiques et commerciales avec l'île ! En vérité, la RPC serait assez favorable à l'adoption d'une solution du type « un Etat, deux systèmes » comme ce qui a été instauré à Hong Kong en 1997, mais les Taïwanais y sont peu enclins d'après les récents sondages, comme en témoigne aussi la victoire du Parti Démocrate Progressiste (PDP) en 2016, un parti très radical dans la défense de la souveraineté de l'île porté au pouvoir par le « mouvement des tournesols ». Il faut dire aussi que la façon dont Pékin traite les HongKongais depuis la « révolution des parapluies » de 2014 est édifiante et n'incite pas Taïwan à suivre ce chemin ! Un tel contexte crée des tensions et la RPC multiplie les intimidations militaires. Par exemple, en juillet 2019, un sous-marin nucléaire chinois de type 093G, a été repéré entre les archipels taiwanais Matsu et Keelung. En avril 2020, Pékin a envoyé des chasseurs J-11, des bombardiers

et des avions-radar dans les environs immédiats de Taïwan, violant la règle tacite en vigueur depuis 1949 qui interdit aux avions militaires des deux pays de franchir la ligne médiane du détroit de Formose<sup>15</sup>... La RPC ne cache plus ses ambitions.

On peut voir dans ces pressions croissantes sur Taïwan une volonté des dirigeants de Pékin de renforcer le sentiment nationaliste en Chine continentale, véritable ciment politique qui permet de rassembler une société qui critique de plus en plus le parti. Il est aujourd'hui peu probable que Taïwan franchisse la ligne rouge d'une déclaration d'indépendance, mais le gouvernement de Tsai Ing-wen défendra la sécurité de son pays. Ces tensions ne doivent toutefois pas cacher les liens économiques et financiers très importants entre les deux Chines. Les échanges commerciaux se montent à 160 milliards en 2018<sup>16</sup> (40% des exportations taïwanaises se dirigent vers la RPC) et plus de 42 000 investisseurs taïwanais ont investi pour 164,6 milliards de dollars américains en Chine continentale. En 2018, ces investissements représentaient 4911 projets ! Soit les deux tiers environ des IDE taïwanais.

La volonté, agressive, d'appropriation territoriale se retrouve plus à l'ouest, dans le sous-continent indien. Les relations entre les deux « empires du milliard » sont historiquement compliquées, et il n'y a pas aujourd'hui de frontière à proprement parler entre eux : les deux États sont seulement séparés par ce qu'ils appellent la Ligne de Contrôle Effectif (LCE). Le terme ne relève pas du droit international mais, comme son appellation le suggère, il ne fait que refléter l'état d'un rapport de force territorial à un moment donné. Les points chauds sont historiquement nombreux et régulièrement réactivés, notamment dans les confins himalayens. En 2017, un conflit a ainsi opposé Pékin et New Delhi, au sujet du plateau du Doklam.

---

<sup>15</sup> <http://www.opex360.com/2020/04/11/les-manoeuvres-militaires-chinoises-pres-de-taiwan-surveillees-de-pres-par-les-forces-americaines/>

<sup>16</sup> <https://www.areion24.news/2019/06/05/taiwan-chine-une-relation-geopolitique-complexe/>





Carte 3 : Le plateau du Doklam et l'Arunachal Pradesh, des points chauds entre la Chine et l'Inde (conception : J. Vasquez)

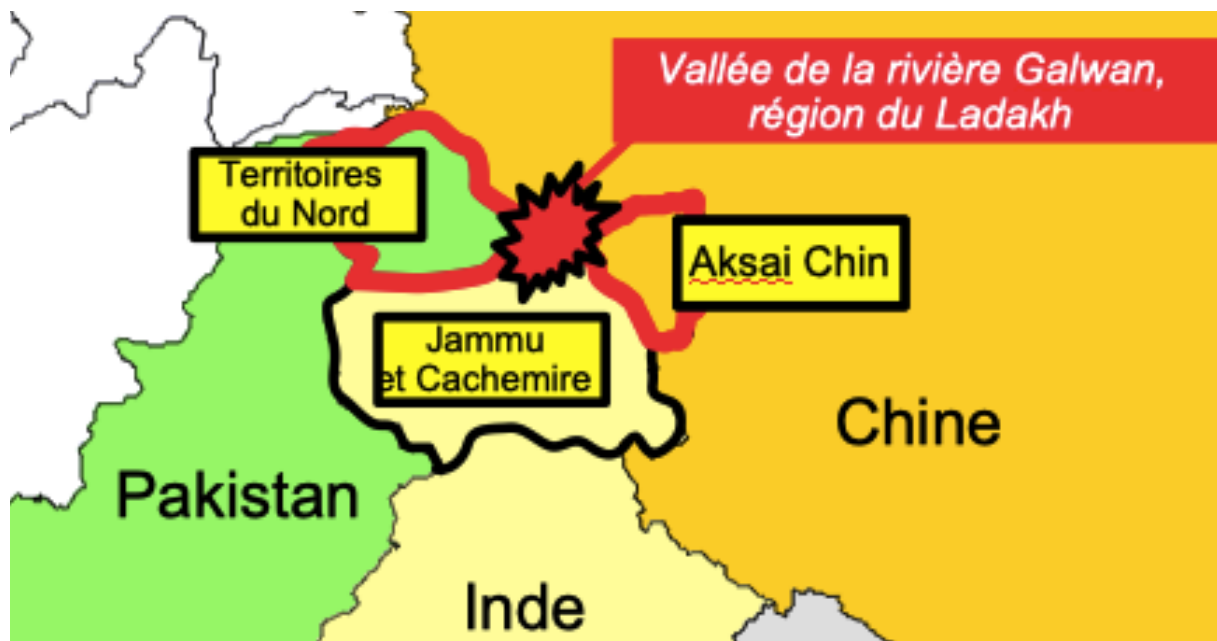
Ce plateau himalayen se trouve au carrefour de l'Inde, de la Chine et du petit royaume du Bhoutan. A la mi-juin 2017, il est devenu une zone de friction entre les trois pays. Pékin a en effet décidé de construire une route sur un territoire que New Delhi considère revenir au Bhoutan, son allié. L'Inde a alors envoyé ses troupes faire barrage au chantier. Mais la Chine, qui place sa frontière cinq kilomètres plus au sud que ses voisins, a perçu cette arrivée de soldats comme une atteinte à sa souveraineté et a alors exigé le retrait des troupes indiennes. La tension a conduit à une confrontation entre les armées des deux géants asiatiques. Outre la question de la frontière, New Delhi a vu dans cette présence militaire chinoise une menace pour l'étroite bande de terre la reliant à ses États du Nord et de l'Est (ce que l'on appelle le « cou du poulet »). Mais face à la puissance de Pékin, l'Inde a fini par retirer ses soldats en septembre 2017<sup>17</sup>.

Pour autant, d'autres contentieux territoriaux enveniment toujours les relations avec l'Empire du Milieu, notamment sur l'appartenance de l'Arunachal Pradesh et de l'Aksai Chin comme en ce mois de juin 2020 où les tensions ont dégénéré en une confrontation mortelle<sup>18</sup>, la première depuis 1975 dans cette région disputée, absolument vitale pour la Chine car elle

<sup>17</sup> [https://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2017/08/28/l-inde-et-la-chine-mettent-fin-a-une-confrontation-dans-l-himalaya\\_5177595\\_3216.html](https://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2017/08/28/l-inde-et-la-chine-mettent-fin-a-une-confrontation-dans-l-himalaya_5177595_3216.html)

<sup>18</sup> [https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/06/18/chine-inde-le-choc-des-nationalismes\\_6043296\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/06/18/chine-inde-le-choc-des-nationalismes_6043296_3232.html)

permet de connecter les nouvelles routes de la soie au Pakistan via un « corridor économique ».



Carte 4 : Le Cachemire au cœur des tensions sino-indiennes (conception : J. Vasquez)

### **1.2. Mais aussi une volonté de créer des alliances dans le cadre d'un « bon voisinage »**

La Chine s'est rendue indispensable en Asie de l'Est et du Sud-Est du fait de ses investissements dans la région (entre la moitié et les deux tiers de ses IDE). Ce n'est pas un gage d'alliance politique, certes non, mais cela crée tout de même une situation favorable pour la Chine. C'est dans cet esprit qu'elle a entamé un rapprochement commercial avec les pays de l'ASEAN (ASEAN+3 en 1997 et, en 2017, pour les 50 ans de l'ASEAN, Xi Jinping a expliqué que la « communauté Chine-ASEAN avait un destin partagé »). De fait, la Chine a été le plus grand partenaire commercial de l'ASEAN depuis 2010. Leur commerce a atteint les 140 milliards de dollars durant les trois premiers mois de 2020<sup>19</sup> et près de 2700 vols relient chaque semaine la Chine avec les dix pays de l'association.

La puissance chinoise se dirige aussi vers l'Océan Indien, faute de pouvoir trop investir le Pacifique, fermé à l'Est par des archipels-forteresses (Aléoutiennes, Mariannes, Samoa

<sup>19</sup> Source : administration générale des douanes chinoises, <http://english.customs.gov.cn/Statics/83de367c-d30f-4734-aba9-2046ab9b8a19.html>

américaines etc.). L'Océan Indien est la *mare nostrum* de l'Union indienne, grand rival régional de la Chine. Y transite le pétrole du Moyen-Orient qui arrive dans les ports chinois via le détroit de Malacca, infesté de pirates. Dans l'Océan Indien, les Chinois ont aménagé une série de bases portuaires dans des pays alliés, réplique à la tentaculaire thalassocratie étasunienne du Pacifique. Ce collier de perles, selon l'expression forgée par les Américains en 2004,<sup>20</sup> se termine à la base chinoise de Djibouti, achevée en 2017, et est constitué de multiples sites comme Gwadar au Pakistan (un nouvel allié, on y reviendra plus loin), mais aussi le port de Sitwe ou l'île Coco en Birmanie, le port de Hanbanthota au Sri Lanka ou la baie de Marao aux Maldives. On le voit bien, la Chine « grignote » l'espace normalement contrôlé par l'Inde.

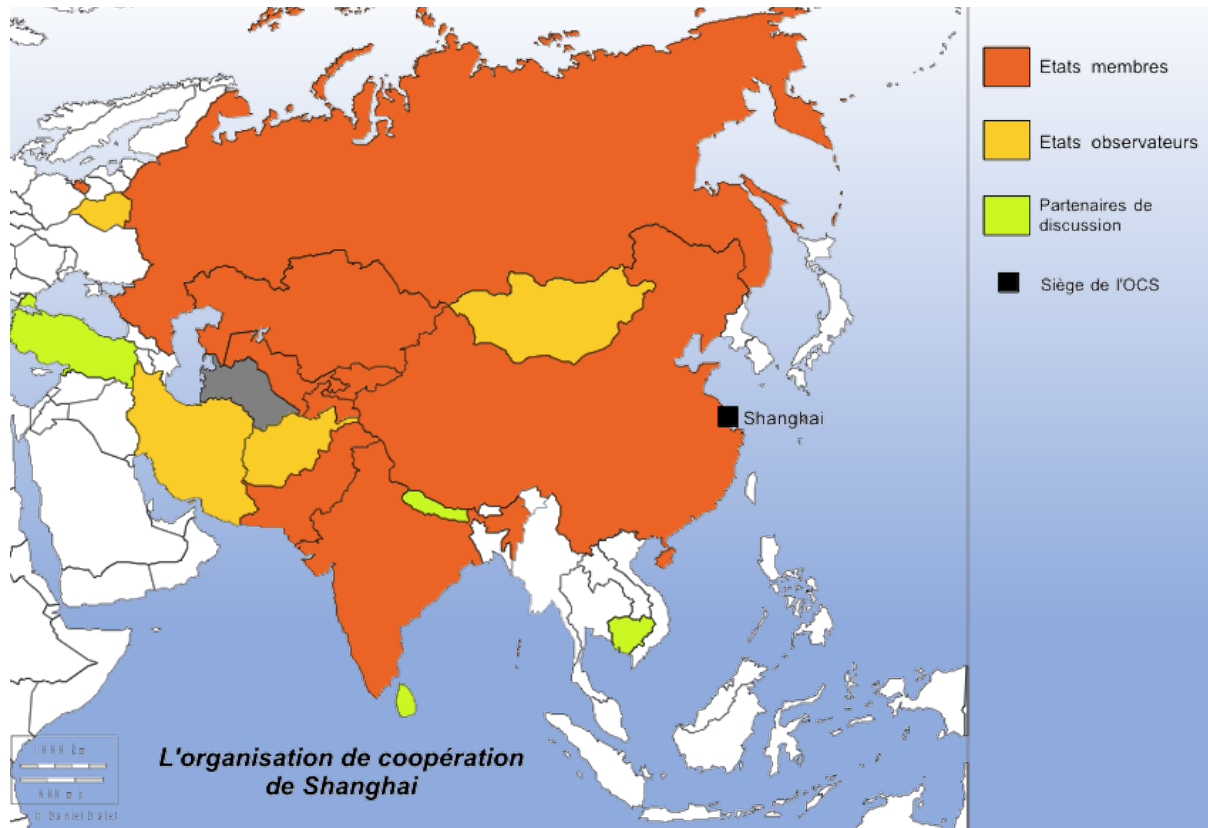
Par ailleurs, la Chine regarde aujourd'hui avec attention vers le *heartland*, pour reprendre la formule du géographe britannique Harold John Mackinder au début du XX<sup>e</sup> siècle<sup>21</sup>. Elle se tourne en effet vers l'Asie centrale, comme en 1996 lorsqu'elle a créé l'Organisation de Coopération de Shanghai (« groupe de Shanghai). Cette OCS, qui regroupe la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et plus récemment l'Inde et le Pakistan (en 2017), avait, originellement, des objectifs sécuritaires afin de lutter contre le terrorisme et les mouvements séparatistes tout en assurant un approvisionnement énergétique à la Chine. Dans ce cadre, l'Empire du Milieu voulait avant tout fortifier ses liens avec la Russie, ce qui a conduit à une sorte d'axe Moscou/Pékin (intensification des flux de matières premières, manœuvres militaires communes en mer de Chine ou encore en Méditerranée...). La grande nouveauté, c'est l'adhésion de l'Inde et du Pakistan en 2017 dans cette vaste organisation qui regroupe tout de même près de la moitié de l'humanité ! Davantage poussé par une Russie soucieuse de contrebalancer l'ascendant grandissant de la Chine sur l'Asie centrale, l'élargissement aux deux puissances d'Asie du Sud est désormais vu par Pékin comme un moyen de renforcer les synergies régionales autour de son ambitieux projet des « nouvelles routes de la soie » (Belt and Road Initiative) dont l'Inde a ostensiblement boudé le sommet organisé en mai 2017 à Pékin (elle veut même créer une

---

<sup>20</sup> *Energy Futures in Asia*, rapport de Booz Allen Hamilton pour le directeur du Net Assessment, 15 novembre 2004. Voir aussi, sur la genèse et les enjeux du concept: <https://www.diploweb.com/Actualite-et-realite-du-collier-de.html#nh2>

<sup>21</sup> H.J. Mackinder, "The Geographical Pivot of History", *The Geographical Journal*, Vol. 23, No.4, avril 1904, p. 421-437.

alternative baptisée la « route des épices...»). Cette adhésion de l'Inde à l'OCS est peut-être, alors, un moyen de faire mieux accepter ce gigantesque projet économique chinois et c'est aussi une opportunité pour apaiser les tensions anciennes entre l'Inde et le Pakistan (peu probable, mais qui sait ?).



Carte 5: *l'Organisation de Coopération de Shanghai ou la recréation du heartland ?* (conception : J. Vasquez)

Détaillons un peu ce projet « Belt and Road Initiative ». L'idée est de faire revivre la « route de la soie » des temps anciens qui mettait en relation la Chine et la Méditerranée depuis l'Antiquité (on y transportait alors de l'ivoire, de l'encens, des épices...). L'ambition est gigantesque: il s'agit, entre 2013 et 2049, de construire des infrastructures (routes, autoroutes, voies ferrées, terminaux portuaires et équipements pour le développement dans les pays d'accueil) dans quelque 65 pays pour relier la Chine à l'Asie, l'Europe et l'Afrique.



Carte 6 : Les nouvelles routes de la soie, un projet tentaculaire (conception : J. Vasquez)

Certaines réalisations seront même spectaculaires, comme le canal de Kra qui doit être creusé en Thaïlande pour relier le Golfe de Siam à la mer d'Andaman, ouvrant ainsi une nouvelle route commerciale alternative au détroit de Malacca dont la sécurisation peut poser problème et qui est polarisé par Singapour, pas franchement favorable à Pékin. Ce grand projet des « nouvelles routes de la soie » a été lancé par XI Jinping en 2013<sup>22</sup>, et il est aujourd'hui financé par des institutions internationales (la Banque Mondiale pour 253 milliards de dollars, la banque asiatique de développement pour 175 milliards...), par des fonds bilatéraux mais surtout par des institutions souveraines (notamment le fonds souverain CIC pour plus de 800 milliards d'euros...)<sup>23</sup>. Les visées sont multiples: assurer, pour la RPC, la sécurité des approvisionnements et des débouchés et garantir la non-ingérence des autres pays dans les affaires internes de la Chine, tout en consolidant des alliances (le Pakistan, les pays autour du canal du Mozambique en Afrique, l'Indonésie...). Il y a aussi des conséquences géopolitiques internes: avec le projet « Belt and Road Initiative », la Chine doit sécuriser le Xinjiang, sa

<sup>22</sup> Discours à l'Université Nazarbayev (Kazakhstan) le 7 septembre 2013.

[https://www.fmprc.gov.cn/mfa\\_eng/topics\\_665678/xjpfwzysiesgjtfhshzzfh\\_665686/t1076334.shtml](https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/topics_665678/xjpfwzysiesgjtfhshzzfh_665686/t1076334.shtml)

<sup>23</sup> <https://www.silkroadbriefing.com/news/2019/07/10/financing-new-economic-silk-road/>

grande province de l'ouest, régulièrement troublé par le « terrorisme ouïgour ». De grands aménagements (rénovation urbaine notamment) sont en cours dans cette région aux confins de l'Asie centrale, pour éradiquer la pauvreté dont les dirigeants de Pékin pensent qu'elle est le terreau des oppositions.

Enfin, la Chine a encore un autre grand projet, d'une ampleur continentale : la création d'une zone de libre-échange, le « partenariat économique régional global » (RCEP) visant à permettre aux pays de l'ASEAN, à la Chine, au Japon, à la Corée du Sud, à l'Australie et la Nouvelle-Zélande de commercer sans entraves entre eux. L'Inde n'en fera pas partie, mais le projet est spectaculaire. Il devrait être signé en 2020, mais l'agenda sera peut-être bousculé du fait du contexte sanitaire.

### ***1.3. La carotte et le bâton ou comment la Chine utilise tous les moyens pour parvenir à ses fins***

La Chine développe son armement depuis une dizaine d'années, en particulier sa marine de guerre qui prend une ampleur inédite. Elle est en train de devenir une « thalassocratie » notamment pour défendre son « collier de perles » en se dotant des grands bâtiments de souveraineté comme les porte-avions (la Chine a inauguré son deuxième porte-avions en décembre 2019) ou les sous-marins à propulsion nucléaire (4 sous-marins nucléaires lanceurs d'engins dotés de missiles balistiques mer-terre à tête nucléaire et 6 sous-marins nucléaires d'attaque, armés de torpilles et/ou de missiles mer/mer). De nouveaux équipements très perfectionnés ont été dévoilés en 2019 comme des destroyers de 10000 tonnes<sup>24</sup> par exemple. A côté de la marine, l'armée chinoise compte aussi 6500 chars de combat, 1600 avions de combat (un nouveau bombardier a été présenté en 2019), des drones de reconnaissance supersoniques... et l'active regroupe 2,3 millions de soldats ! Forte de toutes ces capacités, et même si le budget militaire reste plus de quatre fois inférieur à celui des Etats-Unis<sup>25</sup>, la Chine axe aujourd'hui sa stratégie sur l' « anti accès et déni de zone » (A2/AD),

---

<sup>24</sup> [http://french.china.org.cn/china/txt/2019-12/30/content\\_75563099.htm](http://french.china.org.cn/china/txt/2019-12/30/content_75563099.htm)

<sup>25</sup> 178,2 milliards de dollars annoncés pour 2020 pour la Chine (<https://www.defensenews.com/global/asia-pacific/2020/05/22/china-announces-1782-billion-military-budget/>) contre 718,3 milliards de dollars pour le budget militaire américain en 2020 ([https://comptroller.defense.gov/Portals/45/Documents/defbudget/fy2020/fy2020\\_Budget\\_Request\\_Overview\\_Book.pdf](https://comptroller.defense.gov/Portals/45/Documents/defbudget/fy2020/fy2020_Budget_Request_Overview_Book.pdf)).

qui vise à limiter les capacités d'action d'un adversaire sur un théâtre opérationnel grâce à ses missiles balistiques, éventuellement munies d'une charge nucléaire, mais aussi grâce aux drones et aux capacités informatiques<sup>26</sup>. Si le gouvernement chinois adopte aujourd'hui cette stratégie, c'est qu'il a étudié les opérations américaines en Irak (en 1991 et en 2003) et en a déduit que l'erreur de Saddam Hussein avait été de laisser les Etats-Unis se déployer militairement, sans chercher à les en empêcher<sup>27</sup>. Cette analyse a conduit le commandement chinois à développer des capacités propres à contrecarrer tout déploiement capacitaire américain dans les zones de souveraineté ou d'influence chinoise, comme l'illustrent les tensions autour des îles et des récifs en mer de Chine méridionale<sup>28</sup>.

La RPC, pour intensifier son influence en Asie (et dans le monde), développe aussi des instruments économiques et financiers qui la rendent incontournable. La Chine dispose notamment de quatre fonds souverains dont le plus important, on l'a évoqué plus haut, est le CIC (*China Investment Corporation*). Il est responsable de la gestion des réserves de change du géant asiatique, accumulées grâce à ses excédents commerciaux. Lancé en 2007, ce fonds, le plus puissant de Chine, avait à l'origine vocation de permettre à Pékin d'investir dans des actifs stables, surtout des obligations, pour notamment se protéger contre les fluctuations du dollar, alors que l'Empire du Milieu est le principal partenaire de Washington. Après dix ans d'activité, le CIC est monté en puissance. Il est passé de 200 milliards à 800 milliards de dollars d'actifs, et sa gestion est devenue beaucoup plus active, notamment sur les marchés européens mais aussi en Asie-Pacifique où la Chine compte être incontournable. La Chine a également créé une structure financière internationale majeure, la Banque Asiatique d'Investissement pour les Infrastructures (BAII) en 2015, qui se veut être une alternative à la Banque Mondiale. Les pays d'Asie et d'Afrique sont clairement au cœur des priorités et, d'ores et déjà, 8,5 milliards de dollars<sup>29</sup> ont été investis dans de vastes chantiers dans 102 pays. La Chine a aussi été à

---

<sup>26</sup> E. Daum et B. Slaski, « A2/AD Déni d'accès et interdiction de zone. Réalités opérationnelles et limites du concept », *Les notes stratégiques*, CEIS, septembre 2018.

<https://www.universite-defense.org/Data/ElFinder/s21/Universite-2018/Documents/NOTE-STRAT-A2AD-BAT.pdf>

<sup>27</sup> D. Gompert et T. Cheung (dir.), *Coping with the Dragon: Essays on PLA Transformation and the U.S. Military*, Center for Technology and National Security Policy, National Defense University, 2007.

<sup>28</sup> E. Daum et B. Slaski, *Ibid.*, p. 11.

<sup>29</sup> [http://french.xinhuanet.com/2019-07/15/c\\_138228727.htm](http://french.xinhuanet.com/2019-07/15/c_138228727.htm)

l'initiative de la Nouvelle Banque de Développement (la « banque des Brics ») en 2014 pour financer les infrastructures dans les BRICS et créer une réserve de change pour contrer d'éventuels chocs financiers dans le futur. Le siège de cette institution est à Shanghai.

Enfin, la Chine cherche à créer de l'engouement pour son modèle et use de multiples moyens pour y parvenir. Elle exalte tout d'abord sa spectaculaire réussite économique et les progrès gigantesques accomplis depuis l'ouverture de Deng Xiaoping au début des années 1980. Walter Russel Mead explique que la projection des succès économiques d'une nation peut lui permettre d'attirer à elle d'autres pays qui estiment qu'à son contact ils verraient leur économie progresser<sup>30</sup>. Ce serait un « *sticky power* » d'après cet auteur, qui le situe à mi-chemin entre le *soft* et le *hard power* car les stratégies utilisées ne sont pas coercitives et ne relèvent pas non plus uniquement de la capacité d'influence. La récente « diplomatie des masques » déployée lors de la pandémie du coronavirus en est aussi un témoignage. Elle s'inscrit en réalité dans une longue tradition de diplomatie sanitaire, initiée dès les années 1960 avec l'envoi de médecins en Algérie, et n'est aujourd'hui qu'une des déclinaisons les plus visibles médiatiquement du projet global des « routes de la soie de la santé » lancé en 2017 par Xi Jinping et relayé par d'édifiants spots [vidéos](#)<sup>31</sup>. La Chine, qui développe une influence croissante sur les institutions internationales sanitaires, multiplie les actions d'assistance : elle a fait un don de 30 millions de dollars à l'OMS<sup>32</sup>, a envoyé des experts médicaux en Iran et en Italie, permis l'acheminement de tests diagnostiques aux Philippines et d'équipements de protection au Pakistan etc.

Pékin sait aussi manier le *soft power* à proprement parler, en exaltant notamment le « rêve chinois », comme jadis les Occidentaux mythifiaient l'American Dream. Le rêve chinois est un slogan politique lancé par Xi Jinping en décembre 2012<sup>33</sup> et repris en de nombreuses

---

<sup>30</sup> Walter Russell Mead, "Sticky Power", *Foreign Policy*, Vol. 83, No. 2, March/April, 2004

<sup>31</sup> [http://en.nhc.gov.cn/2017-08/18/c\\_72265.htm](http://en.nhc.gov.cn/2017-08/18/c_72265.htm)

<sup>32</sup> <https://www.lci.fr/international/coronavirus-la-chine-fait-don-de-30-millions-de-dollars-a-l-oms-apres-le-retrait-americain-annonce-par-donald-trump-2151803.html>

<sup>33</sup> L'expression est apparue pour la première fois publiquement dans la bouche de Xi Jinping, alors tout juste adoubé secrétaire général du parti au 18<sup>e</sup> congrès, lors d'une visite de "La Voie de la renaissance", l'exposition permanente du Musée national qui met en scène le spectaculaire redressement de la Chine par le Parti communiste après les "humiliations" du XIX<sup>e</sup> siècle et reste muette sur les désastres à répétition de l'ère Mao. <https://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2013/03/14/xi-jinping-l-homme-du-reve-chinois-elu-nouveau->



occasions. C'est une incitation à rêver d'un avenir heureux dont chacun bénéficiera, à condition de pratiquer les principes d'une morale fortement imprégnée de confucianisme : respect de la hiérarchie et de l'ordre social, lutte contre la corruption, importance de la famille, sens de l'effort et de l'économie, principes dont l'application conduit à l'établissement d'une « société harmonieuse », chère à Hu Jintao, où chacun pourra réaliser ses propres rêves. Ce « programme » est relayé par de puissants médias, notamment auprès des « Chinois outre-mer »<sup>34</sup> qui forment une immense diaspora d'une quarantaine millions d'individus<sup>35</sup>, dont les trois quarts se trouvent en Asie du Sud-Est et dont beaucoup auraient des inclinations politiques plus proches du Guomindang taïwanais que du PCC. La presse écrite et la radio, dès les années 1950-1960, ont été utilisées par Pékin pour glorifier les réalisations du régime à l'étranger, et singulièrement auprès de la diaspora (création de l'agence Xinhua – « Chine Nouvelle » – dès 1949<sup>36</sup>) et c'est aujourd'hui la télévision qui joue un important rôle de relais du pouvoir dans l'opinion. C'est ainsi qu'ont été créées les chaînes CCTV-4 en 1992, puis Phoenix TV en 1996 qui présentent la Chine comme un « pays prospère et puissant ». En février 2016, au cours d'une visite à l'Agence Xinhua, durant laquelle il a enjoint aux médias de servir le parti communiste, Xi Jinping a insisté sur la nécessité de créer de « grand médias dotés d'une influence internationale » capables de « bien raconter la *China Story* »<sup>37</sup>... Et le président n'hésite pas à faire pression sur certains médias de la diaspora pour court-circuiter l'influence de Taïwan : ainsi ces derniers ne bénéficient-ils de l'argent de la publicité des grands groupes publics de la RPC que s'ils se montrent favorables au régime de Pékin.

Mais le *soft power* a aussi ses limites: il semble davantage destiné à l'opinion chinoise elle-même, de l'intérieur, qu'au reste du monde. Il sert en réalité à exalter les valeurs traditionnelles pour contrer une occidentalisation (« ouestoxication »<sup>38</sup>) jugée parfois excessive : c'est un des moyens utilisés par le pouvoir communiste pour gagner les faveurs d'une opinion publique dubitative sur les évolutions socio-économiques actuelles. La mise en

---

president-de-chine-populaire\_1847515\_3216.html

<sup>34</sup> Formule de Pierre Gentelle, *Chine et Chinois outre-mer à l'orée du XXIe siècle*, SEDES, 1999.

<sup>35</sup> [https://www.newworldencyclopedia.org/entry/Overseas\\_Chinese](https://www.newworldencyclopedia.org/entry/Overseas_Chinese)

<sup>36</sup> J.-Ph. Béja, « Les médias chinois à l'étranger au service du rêve chinois », *La revue des médias*, mars 2017.

<https://larevuedesmedias.ina.fr/les-medias-chinois-letranger-au-service-du-reve-chinois>

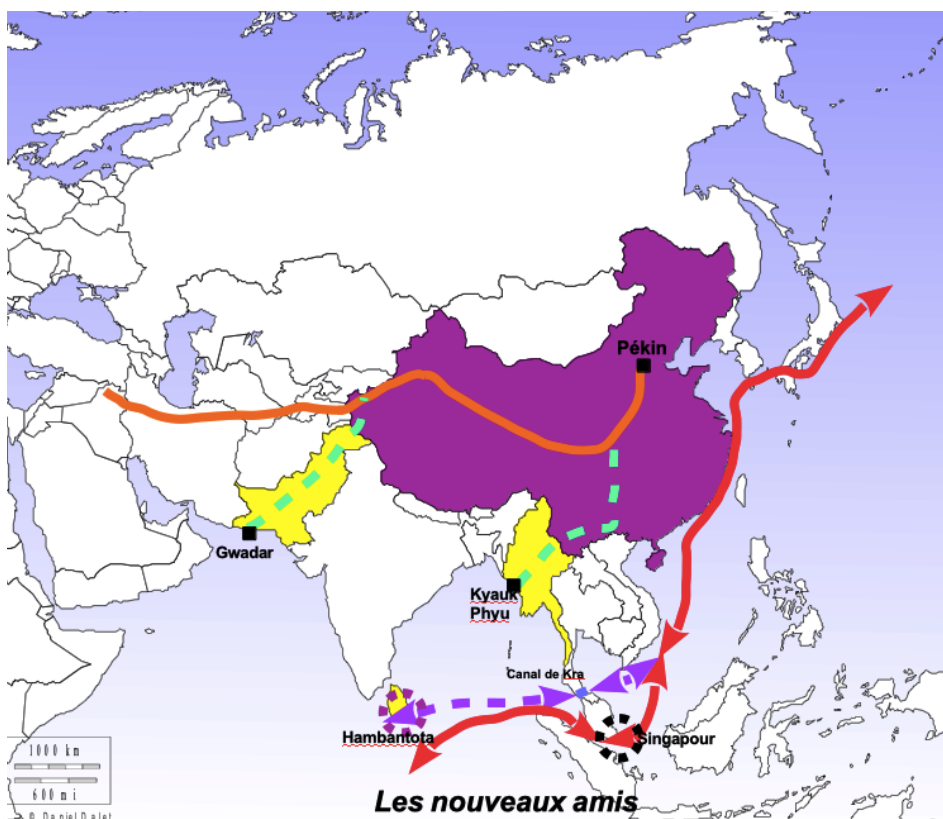
<sup>37</sup> <http://english.cctv.com/2016/12/31/ARTIdbvXHYpQnQ35nWBGttZg161231.shtml>

<sup>38</sup> E. Nguyen, *L'Asie géopolitique : de la colonisation à la conquête du monde*, Studyrama, 2006.

avant de thèses qui ont leur écho dans le passé (routes de la soie, retour à un *sea power* qui existait au temps de l'amiral Zheng He au XV<sup>e</sup> siècle, etc.) est largement exploitée pour flatter le sentiment national, voire nationaliste. Le *soft power* connaît également des limites car il est assez largement dévalué par l'image désastreuse donnée par le régime en matière de droits de l'homme. L'emprisonnement du prix Nobel de la Paix, Liu Xiaobo, et la diffusion par les télévisions de sa chaise vide lors de la remise de son prix à Oslo ont eu un effet dévastateur sur l'opinion publique occidentale... Idem en 2015 lorsque les Chinois ont organisé une parade militaire pour célébrer le 70<sup>e</sup> anniversaire de la reddition du Japon: beaucoup, jusqu'en Asie du Sud-est, ont vu là une agressivité mal venue. Et les tensions avivées en mer de Chine, notamment dans la période épidémique du coronavirus, risquent de porter gravement atteinte à l'image de puissance pacifique et bienveillante que veut véhiculer l'Empire du Milieu.

## 2. Attraction et répulsion : faites vos jeux !

### 2.1. Les nouveaux amis



Carte 7: les nouveaux alliés de la Chine en Asie du Sud (conception : J. Vasquez)

Le Pakistan apparaît comme le nouvel allié de la Chine en Asie du Sud, bien qu'il soit un membre historique du pacte de Bagdad (prolongement de l'OTAN au Moyen-Orient, créé en 1955 et rebaptisé CENTO en 1959 après le retrait irakien) et un pilier du bloc américain durant la Guerre froide. En fait, les Etats-Unis et le Pakistan ont fait un mariage de raison: les premiers avaient besoin des seconds dans leur politique de *containment* (au moment de l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS par exemple) ou encore dans la lutte contre le terrorisme, et les Pakistanais, eux, avaient besoin de trouver des soutiens – militaires, économiques, financiers – face à l'Inde, l'ennemi héréditaire depuis 1947. Ils étaient donc prêts à se soumettre aux intérêts américains. Mais les liens se sont distendus dans les années 1990, après le départ du dernier soldat soviétique d'Afghanistan (1989). Le Pakistan est alors devenu partie négligeable pour Washington, qui s'est mis à critiquer de plus en plus fermement les liaisons dangereuses entre Islamabad et les Talibans, que les Pakistanais ont aidés à prendre le pouvoir<sup>39</sup>. Et les relations entre les deux anciens alliés se sont encore dégradées en 1998 lorsque les Américains ont bombardé Al Qaïda en Afghanistan en représailles aux attentats de Nairobi et Dar es Salaam<sup>40</sup>. Ceci dit, les liens ne se sont pas rompus parce que les Etats-Unis ont compris, après le 11 septembre 2001, qu'ils ne pourraient se passer de l'aide des Pakistanais dans la lutte contre les Talibans. Et c'est là qu'Islamabad a joué une sorte de double jeu : en échange d'une rente stratégique renouvelée, il a fait semblant de lutter contre les terroristes... alors même qu'il soutenait des intégristes afghans dans un pacte tacite visant à reconquérir, avec leur aide, le Cachemire et à mettre en difficulté l'éternel rival indien. Pour autant, cette duplicité ne l'a pas mis à l'abri d'attaques terroristes perpétrées par Al Qaïda, ou des groupes proches, en 2009, 2011 et 2012<sup>41</sup> : l'organisation intégriste reprochait en effet à Islamabad sa volonté de ménager la chèvre et le chou. Et, dans le même temps, les Etats-Unis se sont sentis trahis par cet étrange allié : le coup de grâce est venu lorsque les Américains ont capturé Ben Laden en 2011, qui se cachait dans une maison non loin d'un casernement pakistanais !

Dès lors, Washington a profondément dégradé sa relation avec Islamabad qui s'est alors tourné assez naturellement vers le grand rival des Etats-Unis (et de l'Inde, accessoirement), la

---

<sup>39</sup> C'est au Pakistan qu'est née Al-Qaïda, précisément à Hayatabad, dans la banlieue de Peshawar, à proximité des zones tribales pakistanaises, à la fin des années 80.

<sup>40</sup> Fr. Loquin, « La bataille de Kargil (février-octobre 1999) : une nouvelle donne pour les relations internationales en Asie du Sud ? », in Fr. Bozo (dir.), *Relations internationales et stratégie de la Guerre froide à la guerre contre le terrorisme*, PUR, 2016, p. 129-151.

<sup>41</sup> Jean d'Amécourt et Romain Poirot-Lellig, *Diplomate en guerre à Kaboul*, R. Laffont, 2013.

Chine.

Depuis le début des années 2010, le Pakistan est ainsi associé aux grands projets chinois dans l'océan Indien: notamment, le collier de perles et la Belt and Road Initiative (« nouvelles routes de la soie »). Le port de Gwadar symbolise bien cette coopération, qui se concrétise dans le *China-Pakistan Economic Corridor* visant à moderniser rapidement les infrastructures pakistanaises<sup>42</sup> et à renforcer son économie grâce à des réseaux de transport modernes, des projets énergétiques et des ZES (projets d'environ 602Mds de \$ au total<sup>43</sup>). Bien sûr, le Pakistan doit donner des gages de bonne conduite en sécurisant la région (et ce n'est pas toujours évident, comme en témoigne l'assassinat de deux professeurs chinois en 2017 au Pakistan), pour en tirer tous les profits. Cet axe reflète la géopolitique émergente et la redistribution des forces en Asie.

La Chine s'intéresse aussi au Myanmar qui a été dominé, avec son soutien, par une junte militaire à partir de 1962 et jusqu'à ce qu'une constitution plus démocratique soit mise au référendum en 2008. Les élections des années 2012 et 2015 ont vu l'essor du parti de Aung San Suu Kyi, la « Dame de Rangoon » qui a de facto pris le pouvoir en 2016 (elle n'est pas devenue présidente car une loi interdit l'accès à ce poste à toute personne mariée à un étranger ou parent d'enfants étrangers). La démocratisation du Myanmar a dès lors rendu le pays plus fréquentable aux yeux des Occidentaux, qui l'ont détourné de son allié chinois. Pékin s'est alors senti trahi par Rangoon, alors même que le projet Belt & Road Initiative rendait le Myanmar indispensable dans la stratégie chinoise, son littoral constituant une interface entre les corridors économiques terrestres partant du centre de la Chine et le Golfe du Bengale.

En fait, les Chinois ont profité d'un événement récent pour s'intéresser de nouveau à la Birmanie et apparaître comme un pion essentiel de l'échiquier géopolitique régional: il s'agit de l'important exil des Rohingyas, une minorité musulmane de l'ouest du Myanmar, qui a marqué l'automne 2017. Les Rohingyas, victimes de persécutions perpétrées par des Bouddhistes (qui cherchent à affirmer une identité nationale fondée sur la religion, après la longue période de la junte militaire qui avait confisqué cette thématique, et qui craignent que

---

<sup>42</sup> [http://french.china.org.cn/business/txt/2019-06/10/content\\_74871637.htm](http://french.china.org.cn/business/txt/2019-06/10/content_74871637.htm)

<sup>43</sup> Hussain Haqqani, "Pakistan discovers the high cost of Chinese Investment", *The diplomat*, 18 mai 2020. <https://thediplomat.com/2020/05/pakistan-discovers-the-high-cost-of-chinese-investment/>

les Rohingyas ne prennent une importance trop grande), fuient l'Etat de Rakhine où ils sont implantés depuis les XVIe-XVIIe siècles, pour se réfugier au Bangladesh frontalier.



Carte 8: le Myanmar, nouvel enjeu pour Pékin (conception : J. Vasquez)

Cet exode, qui se déroule dans des conditions sanitaires effroyables, a été très médiatisé en Occident et ses portées sont considérables, à plusieurs échelles et à plusieurs niveaux. D'abord, il donne une image désastreuse du Myanmar et de sa dirigeante pourtant très populaire en Occident jusqu'à il y a peu. Ceci dit, Aung San Suu Kyi n'a pas vraiment la main dans cette situation: c'est l'armée birmane qui commet la répression, et il ne faudrait pas qu'elle considère que l'unité du pays soit en péril, car elle pourrait alors vouloir reprendre le pouvoir par la force... Aung San Suu Kyi se livre en fait à une sorte de compromis avec l'armée parce qu'elle n'a pas le choix de faire autrement. Ensuite, cette crise offre l'occasion aux Chinois de voler au secours du Myanmar contre l'Occident... et de consolider les liens nécessaires pour finaliser le projet *Belt & Road Initiative* dans la région. Notons bien que c'est par l'Etat de Rakhine que les routes de la soie doivent passer ! D'ailleurs, certains commentateurs (chinois surtout) pensent que l'Occident médiatise exprès la détresse des Rohingyas pour déstabiliser la région et empêcher la réalisation du grand projet chinois là-bas, et nuire ainsi aux intérêts de Pékin. Encourager le djihadisme dans l'Etat de Rakhine pourrait

y contribuer. Il existe d'ailleurs un précédent historique d'une telle guerre par procuration en Birmanie: pendant la Seconde Guerre mondiale, les forces impériales britanniques ont incité les musulmans Rohingyas du Rakhine à se battre contre les bouddhistes nationalistes birmans alliés aux impérialistes japonais.

Mais c'est sans compter sur l'habileté de Pékin ! En effet, l'empire du milieu veut désormais se poser en médiateur entre la Birmanie, le Bangladesh et les Rohingyas pour rétablir une situation pacifique et apparaître comme les sauveurs d'une situation qui semblait inextricable. La crise des Rohingyas donne surtout à la Chine l'occasion de se forger une réputation « de faiseur de paix » tout en protégeant sa sphère d'influence en Asie du Sud-Est. D'ailleurs, dans le plan de résolution du conflit, le ministre chinois Wang Yi a inclus un corridor économique qui reliera l'Inde, le Bangladesh, la Birmanie et la Chine, en passant par la région des Rohingyas. Dans cette affaire, la RPC a donc également tout intérêt à stabiliser ses frontières à des fins commerciales.

En Asie méridionale, la Chine tient aussi à insérer le Sri Lanka dans son dispositif d'alliances. Comme le Pakistan, le Sri Lanka est appelé à être un maillon important des nouvelles routes de la soie. Elle est un jalon sur le parcours maritime qui relie l'Asie du Sud-Est à l'Afrique, si bien que la Chine a beaucoup investi dans la modernisation de ses infrastructures portuaires et maritimes. Le port de Hambantota a ainsi largement été financé par Pékin, à hauteur de 1,1 milliard de dollars<sup>44</sup>. Le creusement du canal de Kra en Thaïlande pourrait lui être extrêmement profitable, lui permettant peut-être de devenir un « hub » majeur de l'Océan Indien au détriment de la situation pour l'instant centrale de Singapour dont la défiance ne laisse de mécontenter Pékin. Les infrastructures portuaires devraient être capables d'accueillir des navires de gros tonnage, des porte-conteneurs, des tankers et des vraquiers. Par ailleurs, Pékin finance également la construction d'un nouveau port à Colombo, capitale de l'île, ainsi que de son nouveau quartier des affaires.

C'est que le Sri Lanka possède déjà un avantage concurrentiel majeur : grâce à sa proximité avec le sous-continent et du fait de l'incapacité de la plupart des ports indiens à accueillir les grands porte-conteneurs, le port de Colombo est devenu le principal point de

---

<sup>44</sup> <https://www.france24.com/fr/20190322-sri-lanka-italie-chine-port-nouvelle-route-soie-port-trieste-echec-hambantota-colombo>

transbordement pour l'Inde<sup>45</sup>. De ce fait, les marchandises à destination des ports indiens ou en provenance de ces derniers transitent par Colombo avant d'être redirigées vers une autre destination.

Cependant, le nouvel allié de la Chine déçoit un peu. Les investissements réalisés par Pékin ne sont pas exclusivement des dons, loin s'en faut, et la Chine a surtout concédé des emprunts à des taux élevés (autour de 6%, soit plus que la moyenne des taux proposés par d'autres institutions mondiales comme le FMI par exemple). Ce sont 8 milliards de dollars qui ont été prêtés et que le Sri Lanka a bien du mal à rembourser, si bien qu'en décembre 2017, le pays a été obligé de céder l'exploitation du port de Hambantota pour une durée de 99 ans à une entreprise publique chinoise... Autre incertitude sur le devenir du pays comme pièce maîtresse du dispositif chinois dans l'Océan Indien : pour se hisser au niveau des standards les plus exigeants, le pays doit réaliser un important saut qualitatif dans les services portuaires et les diversifier ceux-ci (réparation navale, stockage de marchandises, services financiers...), comme Singapour l'a fait il y a plusieurs décennies.

## **2.2. Les résistants**

Face aux puissantes menaces chinoises a émergé le concept géopolitique de l'Indo-Pacifique, dans le cadre d'un *Quadrilateral Security Dialogue*, entre les Etats-Unis, le Japon, l'Inde et l'Australie qui a été défini au sommet de l'ASEAN en 2017 à Manille<sup>46</sup>. Le concept repose sur un rapprochement des adversaires de la Chine, qui cherchent à opposer un contrepoids à son expansion et à sa domination, notamment dans l'aire asiatique au sens le plus large. Le dialogue quadrilatéral s'appuie sur la stratégie « *Free and Open Indo-Pacific* », formalisée en 2016, dans un discours tenu à Nairobi par le Premier ministre japonais Shinzo Abe et qui repose sur trois piliers fondamentaux<sup>47</sup> : la promotion et l'établissement de règles juridiques garantissant la liberté de navigation et la liberté commerciale ; la poursuite de la

---

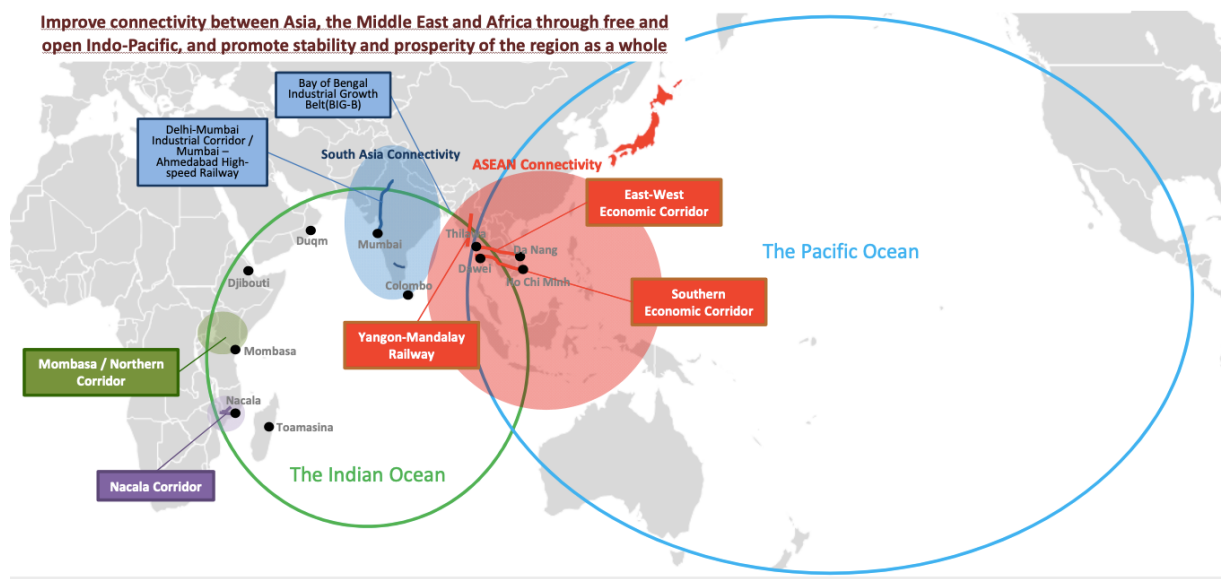
<sup>45</sup> <https://portail-ie.fr/analysis/1842/le-canal-de-kra-symbole-des-ambitions-expansionnistes-chinoises-les-nouvelles-routes-de-la-soie-12>

<sup>46</sup> Elizabeth Roche, "Asean Summit: The 'quad' meets in Manila ahead of Modi's arrival", *LiveMint*, 12 novembre 2017.

<https://www.livemint.com/Politics/shMBdUJiIW3qrmusX10VpL/Asean-Summit-Narendra-Modi-arrives-in-Manila-to-give-boost.html>

<sup>47</sup> <https://www.mofa.go.jp/files/000407643.pdf>

prospérité économique ; l'engagement à pacifier et à stabiliser la région. Le projet remonte à plus de dix ans mais n'avait pas été véritablement concrétisé jusqu'alors. C'était le Japon qui l'avait initié en 2007, lorsque le Premier ministre Shinzo Abe avait prononcé un discours devant le Parlement indien<sup>48</sup> où il avait exposé le concept d'une aire indo-pacifique, « à la confluence des deux océans » – reprenant le titre d'un ouvrage écrit en 1655 par le prince moghol Dara Shikoh – qui serait marquée par des valeurs communes comme la démocratie, la liberté et le respect des droits de l'homme<sup>49</sup>. Ce discours faisait écho à la formule, trouvée quelques mois plus tôt par son ministre des Affaires Etrangères Taro Aso, d'un « Arc de la liberté et de prospérité ». Cette Asie élargie (*broader Asia*) reposerait, pour Abe, sur les puissances japonaise et indienne, bien sûr, mais aussi sur les Etats-Unis et l'Australie... mais évidemment pas sur la Chine dont les visées territoriales et l'autoritarisme politique en font un redoutable adversaire. C'est là qu'est née l'idée d'un dialogue quadrilatéral, même si la formule a été consacrée plus tardivement, lors du sommet de l'ASEAN à Manille en 2017.



Carte 9: la stratégie indo-pacifique du Japon (source : <https://www.asean.emb-japan.go.jp/files/000352880.pdf>)

Dans ce qui ressemble à une alliance de revers pour contenir la poussée chinoise, le Japon compte avant tout s'appuyer sur les Etats-Unis et l'Inde. L'Empire du Soleil Levant est un maillon important dans le dispositif asiatique des Etats-Unis depuis la Guerre froide, et ces derniers ont accueilli avec beaucoup d'intérêt la stratégie « *Free and Open Indo-Pacific* »

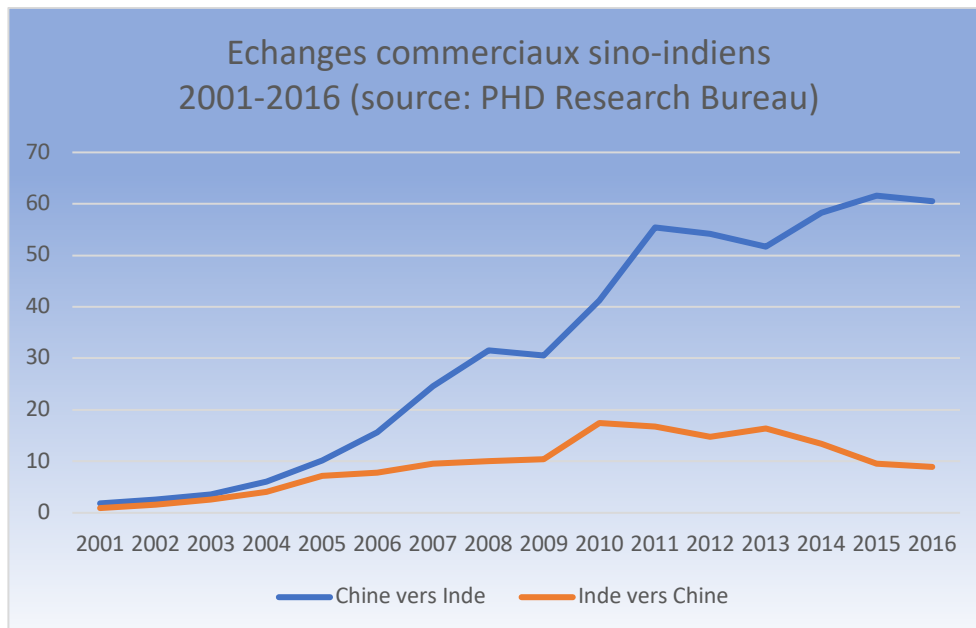
<sup>48</sup> Nanae Baldauff, *Japan's Free and Open Indo-Pacific Strategy: What Does It Mean for the European Union?* Egmont Institute, 2018, [www.jstor.org/stable/resrep21382](http://www.jstor.org/stable/resrep21382).

<sup>49</sup> <https://www.mofa.go.jp/region/asia-paci/pmv0708/speech-2.html>



prônée par Tokyo. Le concept avait déjà séduit en 2008 Kurt Campbell – le théoricien du fameux pivot asiatique – qui estimait alors que le nouveau centre de gravité des affaires internationales avait connu une translation de l’Atlantique vers le Pacifique et l’Océan Indien<sup>50</sup>. L’Administration Trump a largement repris le concept indo-pacifique et l’idée d’un cordon démocratique pour contenir l’Empire du Milieu, confortant les options militaristes de Shinzo Abe d’autant plus prégnantes dans le contexte, dans les années 2017-2018, de la nucléarisation de la question nord-coréenne. Du reste, ce rapprochement politique s’inscrit dans le cadre de relations interpersonnelles très favorables entre les deux dirigeants, réunis par la « diplomatie du golf »<sup>51</sup>...

Mais c’est surtout sur l’Inde que Tokyo cherche à s’appuyer pour ériger un « cordon démocratique de sécurité »<sup>52</sup>. Les relations bilatérales entre les deux pays sont anciennes et New Delhi a même invité les forces japonaises à participer, depuis 2015, à ses « *Malabar exercises* », des exercices militaires conjoints auxquels sont déjà conviées, depuis 1992, les troupes américaines. Les Indiens cherchent à montrer leurs muscles face au géant chinois, dans un contexte de tensions croissantes sur les points chauds frontaliers himalayens (cf. *supra*).



<sup>50</sup> <https://legrandcontinent.eu/fr/2020/06/14/lindo-pacifique-libre-et-ouvert-itineraire-dune-representation-de-tokyo-a-washington/#easy-footnote-3-10730>

<sup>51</sup> [https://www.challenges.fr/monde/diplomatie-du-golf-entre-abe-et-trump-les-tensions-commerciales-en-arriere-plan\\_656477](https://www.challenges.fr/monde/diplomatie-du-golf-entre-abe-et-trump-les-tensions-commerciales-en-arriere-plan_656477)

<sup>52</sup> Discours du Premier Ministre Abe le 27 décembre 2012 (il parle du « democratic security diamond »).

Reste la question de l’Australie dans le dialogue multilatéral indo-pacifique. Le contexte épidémique du coronavirus a nettement dégradé ses relations avec la Chine: Canberra réclame en effet une enquête indépendante pour déterminer l’origine de la pandémie, provoquant les foudres de Pékin. La Chine laisse même planer la menace d’un boycott des produits australiens, comme l’a laissé entendre l’ambassadeur chinois à Canberra, Cheng Jingye, dans une interview accordée le 26 avril à l’*Australian Financial Review*<sup>53</sup>. Et, en juin 2020, de vifs soupçons pèsent sur la Chine après une cyberattaque d’une ampleur inédite en Australie<sup>54</sup>...

Pour autant, le « Quad », comme on appelle ce dialogue multilatéral, ne débouche pas encore sur des réalisations très abouties. Les intérêts nationaux, l’éloignement géographique des protagonistes rendent pour l’instant peu probable la constitution d’une superpuissance indopacifique<sup>55</sup> dotée de moyens militaires spécifiques et capable d’en découdre avec la Chine, comme l’encourage pourtant l’OTAN<sup>56</sup> qui ne souhaite pas s’impliquer elle-même dans la région. Le renforcement des liens économiques sino-indiens depuis 2017-2018 incite New Delhi à la prudence envers l’Empire du Milieu. C’est ce qui explique son adhésion à l’OCS qui lui procure des appuis dans le contre-terrorisme, la connectivité, la proximité avec les pays d’Asie centrale riches en réserves gazières et pétrolières dont l’accès était jusque-là interdit par le Pakistan<sup>57</sup>. C’est aussi le sens du sommet en 2018 entre Xi Jinping et Narendra Modi pour formaliser une hypothétique entente... bien que « ce rapprochement ressemble à celui de la carpe et du lapin. La carpe chinoise, symbole en Asie de la persévérance et de l’abondance,

---

<sup>53</sup> « Les Chinois sont consternés et déçus par ce que fait l’Australie en ce moment. Si la situation empire, les gens vont commencer à s’interroger: “Pourquoi irions-nous dans un pays si peu amical envers la Chine?” Les touristes pourraient choisir une autre destination. Les parents des étudiants pourraient aussi se demander s’il s’agit du meilleur endroit où envoyer leurs enfants. Et en Chine, les gens se diront “Pourquoi devrions-nous boire du vin australien? Ou manger du bœuf australien?” »

<https://www.lefigaro.fr/international/le-coronavirus-fait-flamber-les-tensions-entre-la-chine-et-l-australie-20200504>.

<sup>54</sup> [https://www.lemonde.fr/international/article/2020/06/19/l-australie-se-dit-victime-d-une-cyberattaque-d-un-acteur-etatique\\_6043366\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2020/06/19/l-australie-se-dit-victime-d-une-cyberattaque-d-un-acteur-etatique_6043366_3210.html)

<sup>55</sup> <https://risingpowersproject.com/quarterly/the-free-and-open-indo-pacific-strategy-and-japans-emerging-security-posture/#article-footnote-ref-2>

<sup>56</sup> <https://foreignbrief.com/security-terrorism/nato-and-the-indo-pacific-in-the-decade-ahead-taking-stock/>

<sup>57</sup> Jean-Christian Cady, « Les paradoxes de l’Organisation de Coopération de Shanghai », *Institut du Pacifique*, 23 octobre 2018. <http://institut-du-pacifique.org/2018/10/23/les-paradoxes-de-lorganisation-de-cooperation-de-shanghai/>

fait face au lapin indien, lancé dans une course sans fin pour tenter de rattraper son rival »<sup>58</sup>. Dans un tel cadre où le multilatéralisme est parfois malaisé, le Japon cherche à augmenter son potentiel militaire (les forces d'autodéfense) de façon unilatérale et les différents pays continuent à établir des relations bilatérales avec les Etats-Unis, comme l'Inde qui a conclu des accords militaires (LEMOA) avec l'Oncle Sam en 2016<sup>59</sup>.

### **2.3. Les funambules**

L'ASEAN semble séduite par le concept du Quad et elle s'est elle-même dotée en juin 2019 d'une « vision » indo-pacifique (*ASEAN Outlook on the Indo-Pacific*). De nombreux Etats du Sud-Est asiatique sont en effet séduits par le projet qui propose un contournement soft de la Chine<sup>60</sup>, moins agressif qu'une structure uniquement pilotée par les Etats-Unis. Les pays de l'ASEAN se gardent bien d'adopter une rhétorique anti-Chine, tant les enjeux commerciaux sont importants. A l'évidence, la posture de l'ASEAN par rapport à l'influence de la Chine est ambivalente.

D'une part, elle constitue un énorme marché auquel les États de l'Asie du Sud-Est ont accès. Par exemple, en 2015, l'ASEAN et la Chine ont approfondi le CAFTA (en place depuis 2002 dans sa version originelle), un accord de libre-échange qui a grandement augmenté les échanges entre les 11 États. En 2018, ces derniers représentent 479,4 milliards de dollars, soit 17,1% du commerce de l'ASEAN (en tête des échanges : le Vietnam, la Malaisie et Singapour<sup>61</sup>) et la Chine a investi pour plus de 10 milliards de dollars en IDE<sup>62</sup>. Cette proximité économique et financière n'est pas nouvelle et, déjà lors de la crise de 1997, la Chine avait grandement aidé les États de l'Asie du Sud-Est en ne dévaluant pas sa monnaie. C'est d'ailleurs dans ce contexte qu'a été créée l'ASEAN+3 pour améliorer les coopérations. Et, aujourd'hui, ces pays sont partie prenante du projet de grande zone de libre-échange, le RCEP, qui devrait se finaliser en 2020.

Mais d'un autre côté, l'ascension de la Chine fait peur aux États de l'Asie du Sud-Est.

---

<sup>58</sup> <https://www.lesechos.fr/2018/05/chine-inde-le-rapprochement-de-la-carpe-et-du-lapin-1119501>

<sup>59</sup> <http://www.opex360.com/2016/08/30/les-etats-unis-linde-renforcent-leur-cooperation-militaire/>

<sup>60</sup> <https://thediplotat.com/2017/11/will-the-quad-mean-the-end-of-asean-centrality/>

<sup>61</sup> [http://french.china.org.cn/business/txt/2020-03/09/content\\_75792454.htm](http://french.china.org.cn/business/txt/2020-03/09/content_75792454.htm)

<sup>62</sup> <https://asean.org/storage/2012/05/Overview-of-ASEAN-China-Relations-22-Apr-2020-00000002.pdf>

Ainsi Singapour a déclaré, en 2005, qu'elle ne désirait pas entrer dans une relation « tributaire » avec la Chine, rappelant par là même les liens difficiles qu'elle entretenait jadis au temps de l'empire... Mais c'est surtout la question de la mer de Chine méridionale qui met directement aux prises la Chine, le Vietnam, et la Malaisie, le Brunei et les Philippines sur différents territoires (cf. *supra*). Depuis 2002 et la signature de la « *Déclaration on the conduct of the parties in South China Sea* »<sup>63</sup>, la Chine désire négocier bilatéralement avec l'ASEAN qui a une plus grande force de négociation que celle de ses membres pris séparément.

Ceci dit, certains Etats restent très « tiraillés » entre les effets positifs d'un rapprochement avec la Chine et leur ancrage historique auprès des Etats-Unis et du Japon. Ainsi, ces derniers attisent les tensions en mer de Chine, en renforçant leur coopération commerciale et en soutenant les revendications du Vietnam, des Philippines, de la Malaisie, de Taïwan et de Brunei... Aujourd'hui, l'ASEAN est divisée et les « frondeurs » méfiants vis-à-vis de la Chine comme le Vietnam<sup>64</sup>, Singapour et la Malaisie cherchent à se rapprocher davantage des Etats-Unis, sans toutefois pouvoir s'affranchir des liens économiques et financiers que l'Empire du Milieu entretient avec eux<sup>65</sup>. Dans ce jeu de go, le Vietnam occupe une place de choix dans le dispositif du Quad : le Japon, tout particulièrement, mise beaucoup sur ce nouveau « Tigre » et n'hésite pas à l'associer à des exercices militaires. Des instructeurs nippons viennent former des marins vietnamiens, et l'empereur Akihito a reçu en grande pompe le président Tran Dai Quang en mai 2018. Bref, on assiste à une recomposition des rapports de force dans la région, mais confusément, sans exclure les volte-face et les pirouettes, comme lorsque les Philippines basculent d'un camp à un autre, des Etats-Unis à la Chine pour finalement revenir sous la protection américaine...

La Corée du Sud est elle aussi dans une situation ambiguë : alliée indéfectible des Etats-Unis, elle ne dialogue pas moins en permanence avec la Chine. Les liens avec les Etats-Unis remontent à la Guerre froide, lors de la Guerre de Corée (1950-1953) : la Corée du Sud apparaît depuis comme un élément essentiel dans le jeu d'alliance des Américains dans le

---

<sup>63</sup> [https://asean.org/?static\\_post=declaration-on-the-conduct-of-parties-in-the-south-china-sea-2](https://asean.org/?static_post=declaration-on-the-conduct-of-parties-in-the-south-china-sea-2)

<sup>64</sup> <http://www.rfi.fr/fr/asie-pacifique/20140515-vietnam-chine-rivalite-enjeux-affrontements-iles-paracels-manifestation-anti-chinoise>

<sup>65</sup> <https://www.lecho.be/opinions/carte-blanche/plus-aucun-pays-d-asie-ne-peut-echapper-a-l-influence-chinoise/10076853.html>

Pacifique. 25000 GI's y sont basés et la VII<sup>e</sup> flotte américaine patrouille dans ses eaux. Un bouclier antimissile THAAD y a même été installé en 2017, pour contrer une éventuelle attaque nord-coréenne.

La Chine a mal réagi à l'installation de ce bouclier<sup>66</sup> car elle estime que le puissant radar associé au THAAD va surtout donner aux militaires américains la capacité de détecter ses propres missiles et donc bouleverser l'équilibre militaire de la région. Le régime chinois a alors réagi en boycottant les commerces et automobiles sud-coréens et en ordonnant aux agences de voyages chinoises de suspendre les ventes de séjours à destination du Pays du Matin calme<sup>67</sup>.

Cette situation tendue a contraint le nouveau président sud-coréen Moon Jae-in à entreprendre un voyage de réconciliation en décembre 2017. La question du programme nucléaire et balistique nord-coréen a été au cœur des discussions entre Moon Jae-in et Xi Jinping. Alors que Washington assure que toutes les options, y compris militaires, sont ouvertes contre la Corée du Nord, la Chine et la Corée du Sud prônent le dialogue. La Chine ne veut pas assister à l'effondrement du régime de Kim Jong-un avec qui elle entretient des rapports privilégiés (elle importe 90% de productions nord-coréennes<sup>68</sup>), mais elle ne néglige pas non plus la Corée du Sud. En fait, Pékin cherche à maintenir un statu quo dans la péninsule car un effondrement du régime de Pyongyang pourrait se solder par une intrusion des Etats-Unis qui prendraient leurs quartiers aux portes de l'Empire du Milieu. Et cela, ce n'est pas acceptable pour Xi Jinping qui préfère voir une péninsule divisée mais stable.

### **3. L'aigle et le dragon : vers le choc des titans ?**

#### ***3.1. Les Etats-Unis ont compris que la Chine menaçait leurs intérêts en Asie***

Les Etats-Unis sont sensibles aux questions asiatiques depuis le XIX<sup>e</sup> siècle : ils ont commencé à s'y intéresser en 1853 en organisant l'expédition du commodore Perry qui visait

---

<sup>66</sup> « Corée du Sud : la Chine s'oppose au déploiement du bouclier antimissiles US », *Le Parisien.fr*, 2 mai 2017. <https://www.leparisien.fr/international/coree-du-sud-le-bouclier-antimissiles-americaain-est-operationnel-02-05-2017-6908250.php>

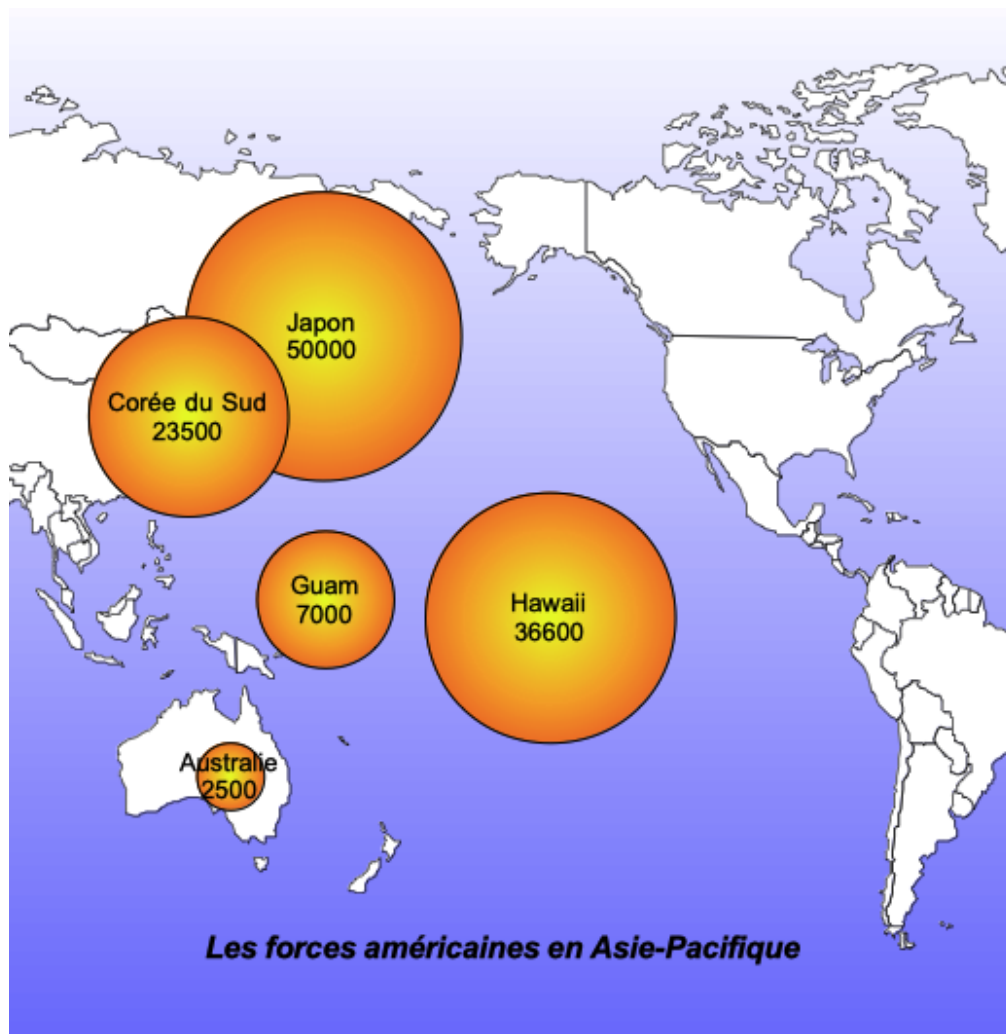
<sup>67</sup> <https://www.lefigaro.fr/international/2017/04/14/01003-20170414ARTFIG00234-le-boycott-des-produits-sud-coreens-divise-les-pekinois.php>

<sup>68</sup> <https://les-yeux-du-monde.fr/actualite/asiie-oceanie/29392-qui-veut-vraiment-la-paix-en-coree>

à forcer l'ouverture commerciale du Japon. Certains voient dans cette intrusion, par un Etat qui est alors en train de se former territorialement, une forme de prolongement de la conquête de la Californie entre 1846 et 1848<sup>69</sup>. Les Etats-Unis deviennent même une véritable puissance asiatique en 1898 lorsqu'ils rachètent les Philippines aux Espagnols et, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, ils ont aussi cherché à participer au « *break up of China* » tout en se heurtant au refus des Européens. C'est surtout depuis la Seconde Guerre mondiale, et notamment lors de la Guerre froide, que les Américains ont saisi l'enjeu du Pacifique. Pour contenir l'expansion communiste, ils mènent une guerre terrible en Corée entre 1950 et 1953, qui n'est pas autre chose qu'un conflit avec la Chine en vérité. La guerre du Vietnam consacre leur présence dans l'aire asiatique et consolide le système d'alliances qu'ils ont informé depuis le début de la Guerre froide. 50000 militaires américains sont encore présents au Japon, 36600 à Hawaii, 23500 en Corée du Sud, 7000 à Guam et 2500 en Australie.

---

<sup>69</sup> <https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2016/11/Asia-focus-4-Quentin-Delarue-02-11-16.pdf>



Carte 10: les forces américaines dans le Pacifique (conception: J. Vasquez)

Depuis, les Etats-Unis surveillent attentivement le jeu des forces en présence et les mouvements de la tectonique régionale. Dans la « multiplicité de l'Asie »<sup>70</sup>, les points chauds ne manquent pas – on l'a vu – et l'expansionnisme chinois, une forme d'impérialisme à dire vrai, ne laisse pas les Américains indifférents ! La militarisation de l'Empire du Milieu est en effet spectaculaire, depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2013 et, chaque année, la RPC dépense près de 200 milliards de dollars pour son armée.

Tout cela inquiète beaucoup l'Oncle Sam. C'est que l'aire pacifique, et plus précisément indo-pacifique, est stratégique pour les Etats-Unis. Sa sécurisation est vitale pour eux qui ont besoin d'une jonction sûre entre les deux océans, à la fois pour le passage de leurs troupes

<sup>70</sup> Henry Kissinger, *L'ordre du monde*, Fayard, 2016.

depuis la côte ouest vers les théâtres moyen-orientaux, en Afghanistan et dans le Golfe persique notamment, mais aussi pour sécuriser l'approvisionnement de leur base stratégique de Diego Garcia située en plein cœur de l'Océan Indien. Et les Américains veillent aussi à la sécurité de leurs alliés asiatiques, à commencer par les Japonais et les Sud-Coréens régulièrement menacés par leurs voisins.

Selon certains intellectuels comme John Mearsheimer, c'est la croissance économique spectaculaire de la Chine qui lui a permis de devenir cette puissance militaire menaçante. Pour ce « réaliste offensif », l'Administration Clinton dans les années 1990 aurait favorisé imprudemment l'émergence de la Chine dans la mondialisation<sup>71</sup>. Cet essor spectaculaire a généré de nombreuses interdépendances commerciales et financières, qui auraient dû conduire à des relations pacifiques et apaisées entre les deux puissances. C'est en tout cas la thèse défendue par l'école libérale des relations internationales, dans le sillage de L. Woolf pour qui « la perte subie par une nation est presque toujours une perte pour toutes les autres nations »<sup>72</sup>. Au reste, c'est vrai que la Chine réalise aux Etats-Unis 15,5% de ses exportations et, sans eux, sa balance commerciale serait nettement déficitaire. Et, symétriquement, les Etats-Unis ne peuvent se passer de la Chine: comme Walmart, leurs grandes entreprises de distribution et de filière électronique s'y procurent l'essentiel des produits bon marché qu'ils proposent à leurs clients... Plus encore, la Chine est le principal créancier des Etats-Unis puisqu'elle possède 20% de la dette publique détenue hors du territoire américain, soit 1146 milliards d'obligations d'Etat en 2017. Toutes ces relations ont pu faire parler de « *Chimerica* »<sup>73</sup>, un terme inventé par Moritz Schularick, de l'université libre de Berlin, et Niall Ferguson, de Harvard, pour illustrer l'interdépendance entre les deux géants qui ont alimenté plus de la moitié de la croissance mondiale dans les années 2000... mais la formule porte en elle-même une limite, puisqu'il est question d'une chimère.

En effet, ces interdépendances sont bien loin de garantir la paix entre les deux rivaux :

---

<sup>71</sup>[https://www.realcleardefense.com/articles/2016/03/10/crouching\\_tiger\\_john\\_mearsheimer\\_on\\_strangling\\_china\\_and\\_the\\_inevitability\\_of\\_war\\_109127.html](https://www.realcleardefense.com/articles/2016/03/10/crouching_tiger_john_mearsheimer_on_strangling_china_and_the_inevitability_of_war_109127.html)

<sup>72</sup> Dario Batistella, *Théories des relations internationales*, Presses de Sciences Po, 2012, p. 192.

<sup>73</sup> Niall Ferguson et Moritz Schularick, "Chimerica" and the global asset market boom, *International Finance*, vol.3, n°3, 2007, p. 215-239.



les puissances européennes de la Belle Epoque ne commerçaient-elles pas activement entre elles à la veille de la Première Guerre mondiale ?<sup>74</sup> Et quelques mois avant l'opération Barbarossa, l'Allemagne nazie n'a-t-elle pas conclu un accord commercial avec l'URSS favorisant notamment ses importations de matières premières ?<sup>75</sup> Pour l'école réaliste, l'économie comme « *peacekeeper* » n'est qu'un faux espoir, un mirage qui ne peut occulter les prétentions chinoises à l'hégémonie régionale. Et d'ailleurs, pourquoi l'Empire du Milieu agirait-il autrement que les Américains au cours de leur histoire ?<sup>76</sup> John Mearsheimer pense par ailleurs que les Chinois ont été édifiés par l'agressivité militaire des Etats-Unis au cours de l'histoire récente et qu'ils en ont tiré des leçons. Tout le monde n'est pas convaincu par le « *benign hegemon* » de Washington, et surtout pas les Chinois qui gardent en mémoire la brutalité de la Guerre de Corée, et les conflits menés par les Etats-Unis ces trente dernières années. Les guerres d'Irak (celle de 1991 et celle de 2003) ont ainsi été scrupuleusement étudiées par les Chinois dans les académies militaires et ils en ont tiré plusieurs conclusions d'ordre stratégique. Tout d'abord, la guerre a démontré à leurs yeux que personne n'était à l'abri d'une intervention décidée à Washington selon des critères définis par les seuls États-Unis. Ensuite, elle les a confortés dans l'idée que la puissance militaire était incontournable dans les relations internationales. Ainsi les Chinois sont-ils convaincus que Saddam a perdu le conflit, tant en 1991 qu'en 2003, car il ne détenait pas la bombe atomique. Ils comprennent également que la guerre est en train de devenir « *high tech* » et que l'accent doit être mis sur la maîtrise de l'espace qui garantit aussi le contrôle de l'information<sup>77</sup>. En bref, les Chinois ont pris conscience qu'une nouvelle course aux armements était inévitable tout comme, peut-être, une guerre avec les Etats-Unis. Et Washington commence à mesurer le danger que représenterait cette nouvelle appréhension des rapports de force par les Chinois.

### **3.2. « Si nous ne fixons pas les règles, la Chine les fixera » (Barack Obama)**

Dans une tribune publié dans *Foreign Policy* en 2011, Hillary Clinton, alors à la tête du

---

<sup>74</sup> Suzanne Berger, *Notre première mondialisation. Leçons d'un échec oublié*, Le Seuil, 2003.

<sup>75</sup> Edward E. Ericson, *Feeding the German Eagle : Soviet Economic Aid to Nazi Germany, 1933–1941*, Westport (Conn.), 1999.

<sup>76</sup> Zbigniew Brzezinski et John Mearsheimer, « Clash of Titans », *Foreign Policy*, n° 46, janvier-février 2005, p. 46.

<sup>77</sup> Valérie Niquet, « Chine ; les leçons militaires de la guerre en Irak », *Stratégique*, 2005, n°1.

département d'État, expliquait que l'Asie était le « moteur clé de la politique internationale ». Et d'ajouter qu'il s'agissait de contrer l'influence grandissante de la Chine, d'ouvrir de nouveaux marchés aux entreprises américaines, de lutter contre la prolifération nucléaire et de garantir la « libre circulation des voies de navigation et de commerce »<sup>78</sup>. Cette tribune est l'acte de naissance officiel de ce que l'on a appelé le « pivot asiatique », dont les théoriciens sont Kurt Campbell, adjoint d'Hillary Clinton en charge des affaires asiatiques<sup>79</sup>, et Jeffrey Brader, principal conseiller de B. Obama sur ces questions. L'idée essentielle est de mobiliser les forces de la diplomatie américaine dans une région désormais jugée prioritaire, à la fois cœur battant du commerce mondial mais également enjeu géopolitique majeur.

Cette stratégie passe d'abord par une importante présence militaire dans la région, sous la responsabilité du commandement intégré pour le Pacifique (le PACOM, devenu USINDOPACOM en 2018). Elle a été définie en 2012 par le Secrétaire à la Défense Leon Panetta, qui a fait la première annonce d'envergure en affirmant que, d'ici 2020, 60% des forces navales américaines seraient stationnées dans le Pacifique. Les navires de l'US Pacific Fleet (qui comprend la III<sup>e</sup> et la VII<sup>e</sup> flottes de l'US Navy) ont d'ailleurs été renforcés par le déploiement d'un escadron de chasseurs-bombardiers F35B de l'US Marine Corps et d'une batterie anti-missiles THAAD près de Séoul (cf. *supra*). Dans ce « lac américain », les forces terrestres et aériennes de l'Oncle Sam sont également nombreuses, essentiellement concentrées en Corée du Sud, au Japon et, dans une moindre mesure, en Australie, sur l'île de Guam et à Hawaï.

---

<sup>78</sup> <https://foreignpolicy.com/2011/10/11/americas-pacific-century/>

<sup>79</sup> Kurt Campbell, *The Pivot*, Twelve Books, 2016.



Carte 11: Rayon d'action de l'USINDOPACOM (Source : [https://www.pacom.mil/Portals/55/Images/USINDOPACOM-MAP-H1\\_Oct-2018.jpg](https://www.pacom.mil/Portals/55/Images/USINDOPACOM-MAP-H1_Oct-2018.jpg))

Le pivot d'Obama cherche également à renforcer les liens avec les pays de l'ASEAN, notamment le Vietnam, Singapour, l'Indonésie et la Malaisie. Le Comité mixte de coopération ASEAN – Etats-Unis<sup>80</sup> a mis au point un plan d'action pour la période 2016-2020, promouvant la sécurité maritime, la cybersécurité, la lutte contre le terrorisme et les catastrophes naturelles,... ainsi que la contribution active aux mécanismes de coopération régionale de l'ASEAN tels que le Forum régional de l'ASEAN (ARF), la réunion des ministres de la défense de l'ASEAN élargie (ADMM +), le Sommet de l'Asie de l'Est (EAS), etc. Dans le futur, les États-Unis continueront de promouvoir la coopération avec l'ASEAN à travers l'élaboration du Plan d'action ASEAN - États-Unis pour la période 2021-2025, le programme de partenariat pour l'optimisation de la coopération régionale (PROSPECT), le programme de croissance inclusive à travers l'innovation, le commerce et l'e-commerce. Les États-Unis continueront également d'appuyer les efforts et le rôle de l'ASEAN dans les négociations du Code de conduite en Mer Orientale (COC) avec la Chine, ainsi que d'assurer la sécurité et la sûreté maritimes, le règlement par des mesures pacifiques des différends sur la base du droit international, à commencer par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS) de 1982.

<sup>80</sup> <https://www.lecourrier.vn/les-etats-unis-affirment-prendre-en-haute-consideration-la-cooperation-avec-lasean/662315.html>

Pour Barack Obama, le « pivot » doit aussi présenter, et c'est sans doute là le maillon essentiel de son dispositif, un important volet économique à l'échelle de toute l'Asie-Pacifique. C'était tout l'enjeu du partenariat trans-pacifique signé en février 2016, instituant une gigantesque zone de libre-échange réunissant, outre les Etats-Unis, le Mexique, le Canada, le Pérou, le Chili, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, Brunei, le Japon, la Malaisie, Singapour et le Vietnam. Ce devait être la pièce maîtresse de la stratégie imaginée par le président Obama qui avertissait, peu avant la fin de son deuxième mandat, qu'« un échec n'aura pas seulement des conséquences économiques, il remettra en question le leadership de l'Amérique dans cette région vitale »<sup>81</sup>. Pour lui, « si nous ne fixons pas les règles, la Chine les fixera »<sup>82</sup>...

Et pourtant... force est de constater que cette stratégie réaliste déguisée sous une rhétorique libérale, qui mêle le *soft* et le *hard power* (on parle parfois de *smart power*), n'est pas un succès. La Chine, on l'a vu, a continué d'avancer ses pions en Asie, filant une toile qui recouvre tout le continent dont elle est indiscutablement le centre de gravité. Plutôt que de définir une vraie stratégie régionale, les États-Unis ont réaffirmé les liens déjà existants avec des alliés robustes (Japon, Corée du Sud, Australie) et ont renforcé les relations avec des partenaires plus récents qui pourraient être des maillons stratégiques dans le futur (Inde, Vietnam). Mais il n'y a finalement rien de très nouveau dans cette orientation, et les moyens militaires qui devaient être déployés en Asie-Pacifique n'ont pas été affectés dans les proportions annoncées par B. Obama du fait des besoins accrus sur les théâtres moyen-orientaux (en particulier dans le cadre de la lutte contre l'Etat Islamique et pour continuer à sécuriser le détroit d'Ormuz). Plus grave encore, un rapport sur l'armée américaine dans la zone Pacifique, présenté par l'université de Sydney, affirme qu'elle est « dangereusement dépassée et mal préparée », en soulignant que « presque toutes les bases américaines, alliées, les pistes d'atterrissage, les ports, » manquent d'infrastructures renforcées et sont menacées par les systèmes de missiles balistiques de précision et systèmes de contre-intervention dans lesquels Pékin a investi. Elle ajoute que la Chine pourrait s'emparer de territoires taïwanais,

---

<sup>81</sup> [https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2016/09/07/asia-pacifique-le-pivot-inacheve-d-obama\\_4993796\\_3222.html](https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2016/09/07/asia-pacifique-le-pivot-inacheve-d-obama_4993796_3222.html)

<sup>82</sup> <https://www.iris-france.org/82973-quel-bilan-pour-le-pivot-asiatique-de-barack-obama/>

d'îles administrées par le Japon ou de zones de mer de Chine méridionale avant que les forces américaines n'aient le temps d'intervenir<sup>83</sup>.

En plus de toutes ces faiblesses, la stratégie d'endigement de la Chine projetée par Obama a été soigneusement détricotée et vidée de sa substance par Donald Trump qui ne parle plus de pivot mais de « rééquilibrage » (*rebalancing*). Ainsi les Etats-Unis se sont-ils retirés en janvier 2017 du Partenariat Trans-pacifique, jugé déloyal pour les travailleurs américains qui seraient soumis à une vive concurrence. Le retrait du TPP s'inscrit dans la politique de l'« *America First* » défendue par Trump, qui a fait également échouer le projet de partenariat transatlantique avec l'Europe. Par ailleurs, le successeur de Barack Obama semble avoir aujourd'hui largement adopté la vision indo-pacifique de Shinzo Abe et, en 2019, le secrétaire à la Défense américain Patrick Shanahan publie même un « *Indo-Pacific Strategy Report* » promouvant le dialogue quadrilatéral cher aux Japonais. Trump voit là une aubaine pour désengager militairement les Etats-Unis dans la région Pacifique, lui qui ne manque pas une occasion de critiquer ses alliés dispendieux. Reprenant une thèse chère aux néoconservateurs, le président Trump souhaite que le Japon et la Corée du Sud contribuent davantage financièrement au soutien militaire américain<sup>84</sup> et encourage ses alliés à se doter de forces plus autonomes, promouvant notamment une répartition du travail maritime et priorisant l'engagement multilatéral.

### **3.3. La tragédie des grandes puissances. Essai de prospective géopolitique.**

Le scénario le plus pessimiste prévoit une confrontation violente entre les deux puissances, qui mettraient en œuvre une stratégie de « *self-help* » (chacun pour soi) au sein d'un système international anarchique ou, tout au moins, peu régulé. Depuis quelques années, c'est une thèse populaire dans les médias américains, défendue notamment par le politologue Graham Allison<sup>85</sup> qui estime que, quand une puissance montante est en capacité

---

<sup>83</sup> <https://www.lesechos.fr/monde/asi-pacifique/washington-depasse-militairement-par-pek-in-dans-le-pacifique-1125211>

<sup>84</sup> [https://www.lemonde.fr/international/article/2020/06/25/le-japon-inflechit-sa-position-sur-l-alliance-de-securite-avec-les-etats-unis\\_6044150\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2020/06/25/le-japon-inflechit-sa-position-sur-l-alliance-de-securite-avec-les-etats-unis_6044150_3210.html)

<sup>85</sup> Graham Allison, *Vers la guerre. L'Amérique et la Chine dans le piège de Thucydide ?*, O. Jacob, 2019.

de rivaliser avec une puissance dominante, le transfert se solde par un conflit dans 11 cas sur 15. La montée en puissance de la Chine ferait en effet peur aux Etats-Unis, comme Sparte face à l'*hubris* d'Athènes au V<sup>e</sup> siècle av. J.-C. D'autres auteurs relaient également cette thèse du conflit probable: Gideon Rachman, journaliste au *Financial Times*, a ainsi écrit un livre dont le titre, *Easternization*, fait référence à l'orientalisation du monde. Selon lui, l'hégémonie historique des puissances occidentales, depuis un demi-millénaire toucherait à sa fin<sup>86</sup>. Dans un tel contexte, la Chine est en train de se militariser massivement, comme l'a indiqué la chaîne de télévision américaine CNBC qui fait état d'un déploiement d'armements défensifs anti-navires et sol-air en avril 2018 sur trois îles artificielles dans l'archipel des Spratleys<sup>87</sup>. Cette révélation intervient alors que l'armée chinoise est en train d'effectuer ce que les États-Unis décrivent comme son plus grand exercice militaire en mer de Chine : en parade et face à Taiwan, Pékin aligne ses 48 navires modernes dont son porte-avion Liaoning... Cette théâtralisation militaire en mer de Chine inquiète évidemment les Etats-Unis, qui n'hésitent pas à hausser le ton. Ainsi, lors d'une conférence de presse du 31 mai 2018, le général Kenneth McKenzie, le directeur de l'état-major interarmées américain (i.e. le numéro deux de la Défense américaine), a déclaré : « Je voudrais simplement vous dire que l'armée américaine a beaucoup d'expérience dans le Pacifique occidental, en détruisant de petites îles », en répondant à une question sur la capacité des États-Unis à agir contre les installations chinoises<sup>88</sup>. Et le général de préciser son propos : « Au cours de la Seconde Guerre Mondiale, nous avons accumulé de l'expérience en détruisant de petites îles isolés. C'est donc une compétence de base de l'armée américaine que nous avons déjà utilisée. Vous ne devriez pas y voir que ce soit de plus qu'un simple rappel de faits historiques »... Ces propos peut-être un peu bravaches se conjuguent plus sérieusement à la définition d'une stratégie militaire en 2015, la *Third Offset Strategy*, axée notamment sur un perfectionnement des équipements électroniques et sur la combinaison des forces gérées par l'homme avec des forces autonomes, robotisées, comme des drones avancés par exemple (c'est le « *Manned Unmanned Teaming* »)<sup>89</sup>.

Compte tenu des forces en présence, et de la nucléarisation de la région, la

---

<sup>86</sup> Gideon Rachman, *Easternization: War and Peace in the Asian Century*, Bodley Head, 2016.

<sup>87</sup> <https://asiapacifique.fr/chine-militarisation-mer-de-chine-meridionale-asiapacifiquenews/>

<sup>88</sup> [http://french.china.org.cn/china/txt/2020-05/30/content\\_76108560.htm](http://french.china.org.cn/china/txt/2020-05/30/content_76108560.htm)

<sup>89</sup> <https://www.frstrategie.org/sites/default/files/documents/publications/defense-et-industries/2016/7-6.pdf>

confrontation directe semble assez improbable d'autant qu'un océan sépare les deux puissances. En revanche, l'hypothèse d'une guerre limitée autour de points chauds n'est pas à exclure : c'est ce qu'enseigne notamment l'histoire de la Guerre froide entre les Etats-Unis et l'URSS dont les tensions se sont cristallisées ponctuellement sur des théâtres géographiquement périphériques (Cuba, Berlin, Vietnam notamment). Aujourd'hui, les experts de la Rand Co<sup>90</sup> estiment que les Chinois ont atteint une relative parité de la « balance des potentiels » en ce qui concerne un scénario de conflit sur Taiwan, du fait de leur proximité géographique notamment, mais que les Américains disposent toujours d'un net avantage dans les scénarii plus distants comme un conflit autour des Spratleys par exemple. C'est donc le détroit de Formose qui concentre les plus grandes craintes, surtout à l'horizon 2049 lorsque sera célébré le centième anniversaire de la prise de pouvoir par Mao Zedong. Dans le « South China Morning Post »<sup>91</sup>, Deng Yuwen, un chercheur du centre d'analyse stratégique de Chine, pense même que Pékin pourrait s'emparer de Taiwan avant cette date, peut-être en 2030 d'après l'expert, d'autant plus que la présidente Tsai Ing-wen a profité, en mai 2020, de la cérémonie d'investiture marquant le début de son second mandat à la tête du pays pour indiquer fermement que Taipei refuserait l'ordre chinois et le principe politique « un pays, deux systèmes » que voudrait lui imposer le pouvoir de Pékin<sup>92</sup>. Or, la réunification « est une fatalité historique du grand rajeunissement de la nation chinoise » a martelé quelques jours plus tard le « Bureau des Affaires taiwanaises » à Pékin<sup>93</sup>. Taiwan est en quelque sorte, au plan politique, un « territoire sacré » pour la RPC : il y a une ligne rouge que le gouvernement de Taïpeh ne peut franchir, ce que signifie bien le dixième trait tracé sur la carte chinoise des revendications territoriales... Par ailleurs, une déflagration est également possible à partir des points chauds de la mer de Chine, notamment des Senkaku / Diaoyu.

On peut toujours s'interroger : et quand bien même la Chine s'emparerait de Taiwan, souhaiterait pousser les Américains hors de l'Asie et dominerait le continent, qu'est-ce que cela aurait comme conséquences pour le monde occidental ? En un mot : en quoi est-ce « grave », pourquoi les Américains seraient-ils contraints de réagir alors qu'il leur resterait, si

---

<sup>90</sup> Randco est un cabinet de conseil indépendant spécialisé sur le domaine de la Sécurité des Infrastructures IT. <https://www.frstrategie.org/publications/defense-et-industries/third-offset-strategy-americaine-2016>

<sup>91</sup> <https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/lannexion-de-taiwan-aura-lieu-en-2030-150458>

<sup>92</sup> <https://www.lesechos.fr/monde/asia-pacifique/apres-avoir-defait-le-coronavirus-la-presidente-de-taiwan-tient-tete-a-pek-in-1204480>

<sup>93</sup> *Ibid.*

on peut dire, l'hégémon sur l'hémisphère occidental. John Mearsheimer estime que c'est prendre le problème par le petit bout de la lorgnette : l'hégémon régional que pourrait détenir la Chine ne serait que le premier pas vers un hégémon mondial, qui pourrait s'appuyer sur de nouvelles alliances jusque dans l'hémisphère occidental jusque là dominé par Washington. La puissance chinoise pourrait par exemple être relayée en Amérique latine dans le cadre d'une « nouvelle grande alliance »<sup>94</sup>, d'autant que Xi Jinping a décidé d'inclure cette région du monde dans les nouvelles routes de la soie<sup>95</sup>.

La deuxième hypothèse est celle de la « transition de puissance », qui s'appuie sur les thèses de la « *power transition school* »<sup>96</sup>. Le centre de gravité se déplace inéluctablement vers l'Asie, et les Etats-Unis vont finir par se résigner et se recentrer sur d'autres horizons (l'Occident, le continent américain...). Cela n'est envisageable que si les pays d'Asie acceptent l'ordre chinois, qu'ils trouvent tous leur compte dans un « *benevolent hégémon* » qui pourrait leur assurer prospérité et sécurité, dans une revisite du Tianxia en quelque sorte. Cette hypothèse semble pour l'heure bien improbable : d'une part, les Etats-Unis affichent leur volonté de ne pas céder un pouce de terrain aux Chinois et, d'autre part, la grande fragmentation de l'Asie rend illusoire, on l'a vu, un positionnement global en faveur de l'Empire du Milieu. La véhémence du Vietnam qui défend bec et ongles ses intérêts en mer de Chine du Sud, malgré les récurrentes menaces chinoises, en est un témoignage.

Dernière hypothèse: le *statu quo*, c'est-à-dire une sorte de monde bipolaire de type guerre froide qui garantirait une forme d'équilibre. En s'inspirant de l'école du « réalisme structural » de Kenneth Waltz, cette hypothèse défend l'idée qu'une bipolarité à parité de puissance est la structure la plus stable dans les relations internationales<sup>97</sup>. Dans cette hypothèse, chacun des deux « grands » poursuit sa course aux armements - condition essentielle de sa survie – et cherche à conduire un « bloc » d'alliés, même si on a vu que les relations sont mouvantes et se recomposent sans cesse. La Chine et les Etats-Unis se

---

<sup>94</sup> Frédéric Thomas, « Chine – Amérique latine : la nouvelle grande alliance ? », *Revue internationale et stratégique*, n°111, 2018, p. 107-114.

<sup>95</sup> <http://www.rfi.fr/fr/asie-pacifique/20191025-bresil-chine-sous-bolsonaro-mariage-raison>

<sup>96</sup> Courant fondé par A.F.K. Organsky a notamment écrit *World Politics* en 1958.

<sup>97</sup> Kenneth Waltz, *Theory of International Politics*, Addison-Wesley, 1979.



positionnent alors en « *regime-makers* » c'est-à-dire en puissances capables d'informer le système international, d'organiser une coopération entre les Etats (via des institutions, la production de normes et de règles<sup>98</sup> etc.). C'est alors une hiérarchie duale du monde qui s'affirmerait. Cette hypothèse peut se décliner en deux variantes. Certains pensent qu'un équilibre découlera – et découle déjà – des interactions entre les deux « grands », dans le cadre d'une sorte de G2, un condominium en quelque sorte. Ce scénario semble toutefois admettre des limites car cette « *Chinamérique* » est très virtuelle, les deux puissances s'opposant sur de nombreux sujets essentiels notamment en matière politique<sup>99</sup>. D'autres – comme John Ikenberry par exemple<sup>100</sup> – pensent que l'hégémon sera partagé : la domination sécuritaire entre les mains des Américains, l'hégémonie économique pour la Chine. Cette hiérarchie duale, qui serait le produit d'une compétition hégémonique, garantirait un équilibre régional car les Etats de l'Asie-Pacifique ne voudraient nullement voir l'une ou l'autre hégémonie l'emporter. Ils ont besoin des deux puissances et de leurs hégémonies respectives qui, dans une sorte de *statu quo*, amèneraient la stabilité dans la région<sup>35</sup>.

## **En conclusion**

Croissance élevée, intégration à la mondialisation, poursuite de la régionalisation... année après année, l'Asie confirme sa montée en puissance, même si ces derniers mois ont été plus difficiles. Du Pakistan à la péninsule indochinoise, de la Chine à l'Indonésie, la priorité consiste à consolider les trajectoires de développement dans ce contexte de croissance spectaculaire. Mais cette insertion dans l'économie mondialisée est ambivalente: elle suppose des échanges de plus en plus intenses entre les pays de la région, mais elle conduit aussi à l'exacerbation des rivalités, voire des tensions, notamment pour le contrôle des matières premières. La Chine, dont le développement est fulgurant depuis les années 1980 et qui présente aujourd'hui le PIB en parité de pouvoir d'achat (PPA) le plus élevé de la planète, est

---

<sup>98</sup> A cet égard, la récente diplomatie des masques de la Chine lors de la pandémie de coronavirus ou encore son engagement affiché pour les questions environnementales depuis la COP-21 notamment témoignent de cette nouvelle approche.

<sup>99</sup> Elizabeth Economy et Adam Segal, « The G2-mirage, *Foreign Affairs*, mai-juin 2009.

<sup>100</sup> G. John Ikenberry, « Between the Eagle and the Dragon: America, China, and Middle State Strategies in East Asia », *Political Science Quarterly*, 2015, p. 2.

au cœur des principaux rapports de force de la région. Sa volonté de s'imposer à ses voisins fait écho à la vieille tradition impériale du tianxiaïsme, réactivée dans le cadre mondialisé, et pousse les acteurs régionaux à se positionner vis-à-vis d'elle. C'est surtout avec les Américains que les rapports sont tendus: ils ne veulent pas d'une transition de puissance en Asie qui mettrait en péril leurs intérêts vitaux. Les scénarios-catastrophes inquiètent l'opinion mondiale, certains imaginant une confrontation violente entre les deux géants. Il est vrai que la militarisation et la nucléarisation croissantes de la région n'incitent pas à l'optimisme ! Et si la Chine cherche à contrôler l'Asie-Pacifique, on peut s'interroger sur sa quête de puissance à l'échelle mondiale et sur ses alliés dans ce vaste dessein. D'aucuns considèrent que Pékin pourrait nouer – si ce n'est déjà fait – une alliance tacite avec la Russie pour diviser l'attention et les ressources des Américains entre leurs alliés asiatiques et européens<sup>101</sup>.

*Julien Vasquez*

*Professeur de géopolitique dans les classes préparatoires ECG du lycée Louis-Barthou (Pau).*

---

<sup>101</sup> <https://foreignbrief.com/security-terrorism/nato-and-the-indo-pacific-in-the-decade-ahead-taking-stock/>